

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Vendredi 30 mars 2026 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°867 ■

PRÉSERVATION DE LA CLASSE MOYENNE

Les mesures clés du gouvernement

Face aux pressions économiques et aux mutations sociales, le gouvernement déploie une approche globale pour préserver le pouvoir d'achat et consolider la classe moyenne. Dans une réponse adressée à un député de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre des Finances Abdelkrim Bouzred a détaillé une stratégie structurée autour d'un ensemble cohérent de 22 mesures, articulées entre réformes salariales, ajustements fiscaux et maintien d'un important système de transferts sociaux. P 3



**DÉCÉDÉ SAMEDI SOIR
À L'ÂGE DE 84 ANS À ALGER
L'ancien Président
Lamine Zeroual tire sa
révérence**

**L'ALGÉRIE DÉTIENT PLUS DE
200 MILLIONS DE TONNES DE
RÉSERVES DE CHARBON**

**Un potentiel immense
encore inexploité !**

Dans un contexte mondial marqué par l'accélération de la transition énergétique, la place du charbon dans le mix énergétique suscite de plus en plus d'interrogations. En Algérie, cette ressource fossile, pourtant présente dans le sous-sol national, demeure en retrait, coincée entre un potentiel géologique encore largement inexploité et des orientations stratégiques résolument tournées vers des sources d'énergie plus propres.

P 2

**IL S'EST ÉTABLI À +1,3 % EN
JANVIER 2026**

**La décélération de
l'inflation se poursuit**

L'évolution récente des prix à la consommation en Algérie semble confirmer une tendance à la décélération de l'inflation, dans un environnement économique international pourtant marqué par de fortes incertitudes.

P 3

GLOBAL AFRICA TECH

**L'Algérie affirme ses
ambitions de
leadership numérique
en Afrique**

La tenue du sommet « Global Africa Tech » en Algérie confirme la montée en puissance du pays dans le domaine du numérique et son engagement en faveur d'une transformation digitale à l'échelle africaine.

P 5

Publicité

SIPSA®
FILÀHA
AGROFOOD

**24^{ème}
édition**

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL
ET DE LA PÊCHE

**SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE**

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

Afrika®
Food Export

DJAZAQA®

LE MINISTRE DE L'ENERGIE ET DES ENR REÇOIT LE SG DE L'APPO

Le renforcement de la coopération interafricaine à l'ordre du jour

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a reçu, hier à Alger, le Secrétaire général de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), Farid Ghezali, avec lequel il a examiné les perspectives de coopération bilatérale, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère en présence de ses cadres, M. Ghezali a passé en revue les principaux axes de la feuille de route que l'APPO compte mettre en œuvre pour renforcer la coopération interafricaine et garantir l'autosuffisance du marché régional, précisant que la concrétisation de cette stratégie requiert la participation de tous les acteurs énergétiques en Algérie, notamment le secteur de l'énergie et des énergies renouvelables.

M. Ghezali avait entamé une visite de travail en Algérie, dans le cadre de sa participation aux travaux du 8e Symposium de l'Association algérienne de l'industrie du gaz (AIG), prévu lundi et mardi au Centre de conventions Mohamed-Benahmed d'Oran.

Pour sa part, M. Adjal a salué la coopération avec l'APPO, insistant sur la nécessité de l'étendre aux activités liées à l'énergie et aux énergies renouvelables afin d'ouvrir de plus larges perspectives à la coopération bilatérale et permettre ainsi à l'Algérie de conforter sa place en tant que partenaire énergétique important et fiable, précise le communiqué.

Le ministre a, dans ce cadre, mis en avant les grandes capacités et expertises dont jouit l'Algérie grâce à ses entreprises énergétiques, lui permettant de conquérir une part importante du marché africain en tant que partenaire capable de couvrir les besoins de ce marché sur toute la chaîne de valeur.

Il a également évoqué le rôle important que Sonelgaz-International pourrait jouer dans le renforcement de cette coopération, d'autant qu'elle dispose du cadre permettant aux entreprises algériennes publiques et privées d'accéder aux marchés extérieurs, notamment africains, à travers des partenariats effectifs et sérieux.

M. Adjal a, par ailleurs, assuré que "les portes du ministère demeurent ouvertes à tous les projets et initiatives susceptibles de conforter la place de l'Algérie au niveau continental, tout en étant alignés sur la politique extérieure de la République algérienne".

R E.

L'ALGÉRIE DÉTIENT PLUS DE 200 MILLIONS DE TONNES DE RÉSERVES DE CHARBON

Un potentiel immense encore inexploité !

Dans un contexte mondial marqué par l'accélération de la transition énergétique, la place du charbon dans le mix énergétique suscite de plus en plus d'interrogations. En Algérie, cette ressource fossile, pourtant présente dans le sous-sol national, demeure en retrait, coïncée entre un potentiel géologique encore largement inexploité et des orientations stratégiques résolument tournées vers des sources d'énergie plus propres.

Par S. R.

Les réserves de charbon en Algérie, estimées à environ 65 millions de tonnes en 2016, font l'objet de réévaluations majeures. Des données plus récentes, relayées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », font état d'un potentiel nettement supérieur atteignant 245,82 millions de tonnes à l'horizon 2023. Cet écart significatif met en lumière l'insuffisance des campagnes d'exploration récentes et souligne la nécessité d'une meilleure connaissance géologique du sous-sol national.

Ces ressources sont principalement concentrées dans le sud-ouest du pays, notamment dans les bassins de Béchar et de la Saoura. Des sites comme Kenadsa, Mazarf et Abadla abritent des gisements significatifs, dont une grande partie reste encore à l'état de réserves dormantes. À elle seule, cette région recèlerait plus de 200 millions de tonnes de charbon non exploité, confirmant l'existence d'un potentiel réel, mais peu valorisé.

Malgré cette disponibilité, le charbon ne joue qu'un rôle marginal dans le mix énergétique national. L'Algérie n'a jamais développé de filière industrielle structurée autour de cette ressource, privilégiant historiquement l'exploitation de ses abondantes réserves en gaz naturel et en pétrole. Ces dernières, plus compétitives et mieux intégrées aux infrastructures existantes, constituent le socle de la production électrique et des exportations énergétiques du pays. Cette marginalisation du charbon s'explique également par des considérations économiques et environnementales. Sur le plan financier, le coût d'exploitation et de valorisation du charbon reste relativement élevé comparé aux hydrocarbures, réduisant son attractivité. Sur le plan écologique, la pression internationale pour la réduction des émissions de carbone renforce la nécessité de limiter le recours aux énergies les plus polluantes.

Dans ce contexte, les quelques initiatives observées dans le domaine charbonnier restent limitées. Des projets pilotes, notamment en partena-

GHARDAÏA

Ouverture du 2^e salon «Guerrara Business expo 2026»

La deuxième édition du salon économique "Guerrara Business expo 2026" (Ghardaïa), consacré à l'industrie, l'artisanat, les services et les start-ups, a ouvert ses portes dimanche, avec la participation de 45 exposants.

Cet événement économique, placé sous le thème "L'industrie et l'artisanat du local à l'international", est organisé sous le patronage du wali de Ghardaïa, Abi-Nouar Abdallah, avec la participation de la Chambre de l'artisanat et des métiers et de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), dans le cadre des efforts visant à accompagner la dynamique économique locale, à encourager l'investissement et à promouvoir le produit national, a affirmé le directeur du salon, Nacer Khiat.

Le programme de la manifestation comprend aussi des conférences et des ateliers de formation animés par des professeurs spécialisés et des institutions actives dans le domaine économique. Les colloques s'articulent autour des thèmes de la sous-traitance et les entreprises économiques, l'intelligence artificielle et la concurrence économique, le commerce extérieur et la promotion des exportations, et le soutien aux projets d'entrepreneuriat, selon la même source. Le salon (29-31

ORAN

Ouverture du 5e colloque national des ingénieurs agronomes

Les travaux du 5e colloque national des ingénieurs agronomes ont été lancés, samedi à l'Université d'Oran 2 Mohamed-Benahmed, avec la participation de nombreux ingénieurs agronomes issus de différents wilayas du pays, ainsi que d'experts et de chercheurs en production végétale et animale, afin de débattre des outils de la transformation numérique dans l'activité agricole pour améliorer la productivité et assurer la durabilité.

La cérémonie d'ouverture de cette rencontre s'est déroulée en présence du directeur général de la production agricole, Mohamed Lotfi Ghernaout, représentant le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Mohamed Lotfi Ghernaout, ainsi que du directeur des services agricoles, Rouibi Houari Boumedienne, représentant le wali d'Oran, Brahim Ouchène, du recteur de l'Université d'Oran 2, Ahmed Chaâlal, du président de l'Union nationale des ingénieurs agronomes, Mounib Oubeiri, ainsi que de représentants d'organismes nationaux concernés par le secteur agricole.

A cette occasion, le directeur de la production agricole au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Mohamed Lotfi Ghernaout, a affirmé dans son allocution que "le ministère accorde un grand intérêt à la modernisation du secteur agricole, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", soulignant également l'importance du thème choisi pour ce 5e colloque national des ingénieurs agronomes, intitulé : "L'ingénieur agronome, leader de la transformation numérique et de l'innovation à l'ère de l'intelligence artificielle".

M. Ghernaout a ajouté que "l'Union nationale des ingénieurs agronomes constitue un véritable partenaire dans le développement de l'agriculture en Algérie, l'augmentation et l'amélioration de la production par des méthodes modernes, ainsi que la protection des ressources naturelles face aux changements climatiques", précisant que "les ingénieurs agronomes et les techniciens sont au cœur des préoccupations du ministre, et que le ministère oeuvre, à tra-

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PRÉSERVATION DE LA CLASSE MOYENNE

Les mesures clés du gouvernement

Face aux pressions économiques et aux mutations sociales, le gouvernement déploie une approche globale pour préserver le pouvoir d'achat et consolider la classe moyenne. Dans une réponse adressée à un député de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre des Finances Abdelkrim Bouzred a détaillé une stratégie structurée autour d'un ensemble cohérent de 22 mesures, articulées entre réformes salariales, ajustements fiscaux et maintien d'un important système de transferts sociaux.

Par Selma R.

Au cœur de ce dispositif figure l'amélioration directe du pouvoir d'achat. L'État a procédé à une augmentation générale des salaires dans les différents secteurs, accompagnée d'une révision du barème indiciaire de la fonction publique. Cette revalorisation, qui a concerné plus de deux millions de fonctionnaires, s'est traduite également par l'augmentation de plusieurs primes et indemnités, ainsi que par un effort ciblé en faveur des bas revenus. Dans cette dynamique, le salaire national minimum garanti a été relevé à 24 000 dinars, tandis que les salaires inférieurs à 30 000 dinars ont été exonérés de l'impôt sur le revenu global, permettant une amélioration tangible du revenu net pour une large frange de travailleurs. Cette politique salariale s'inscrit dans une logique plus large de redistribution, fortement soutenue par les finances publiques. La loi de finances 2026 consacre près de 6000 milliards de dinars aux dépenses de transfert, soit plus du tiers du budget de l'État. Une part significative de ces ressources, estimée à 2284 milliards de dinars, est destinée aux transferts directs aux ménages, incluant no-

tamment l'allocation chômage qui bénéficie à plus de deux millions de personnes, ainsi que les pensions de retraite. Parallèlement, près de 657 milliards de dinars sont mobilisés pour soutenir les prix des produits de large consommation, tels que les céréales, le lait, l'eau, l'énergie ou encore les produits alimentaires de base. À ces mécanismes s'ajoutent la gratuité de l'enseignement et des soins de santé, qui constituent des piliers du modèle social algérien. Afin de garantir l'efficacité de ces mesures, les pouvoirs publics ont renforcé les dispositifs de contrôle des marchés. La lutte contre la spéculation, la régulation de l'approvisionnement et la stabilisation des prix figurent parmi les priorités, dans le but de limiter les tensions inflationnistes et de préserver l'équilibre du pouvoir d'achat. La stratégie gouvernementale repose également sur un levier économique structurant : la relance de l'activité productive. À ce titre, un nouveau cadre d'investissement a été mis en place, offrant des incitations fiscales et douanières aux projets créateurs de valeur. La simplification des procédures administratives, notamment à travers le guichet unique, vise à améliorer le climat des affaires. Le soutien aux petites et

moyennes entreprises et aux start-ups est renforcé, tout comme les dispositifs d'aide à l'emploi et les programmes de formation, afin de mieux aligner les compétences sur les besoins du marché du travail. Sur le plan social, l'effort se poursuit à travers les programmes de logement destinés à la classe moyenne, avec un accès facilité au crédit immobilier via les banques publiques. Le secteur de la santé bénéficie également de ressources accrues pour améliorer la qualité des prestations et moderniser les infrastructures, tandis que le système éducatif continue de reposer sur le principe de gratuité, consolidé par le développement de la formation professionnelle. Pour assurer la pérennité de cet ensemble de mesures, le gouvernement mise sur une gestion plus rigoureuse des finances publiques. La rationalisation des dépenses, l'amélioration du recouvrement fiscal, le renforcement de la transparence et l'accélération de la numérisation de l'administration constituent les fondements de cette démarche. L'objectif est clair : orienter efficacement les ressources vers les secteurs à fort impact économique et social, tout en préservant les équilibres macroéconomiques.

IL S'EST ÉTABLI À +1,3 % EN JANVIER 2026

La décélération de l'inflation se poursuit

Par Réda Hadi

L'évolution récente des prix à la consommation en Algérie semble confirmer une tendance à la décélération de l'inflation, dans un environnement économique international pour tant marqué par de fortes incertitudes. Selon les dernières données de l'Office national des statistiques (ONS) relatives à l'indice des prix à la consommation (IPC), le rythme d'inflation annuel s'est établi à +1,3 % sur la période allant de février 2025 à janvier 2026, comparé à la même période de l'année précédente. Un niveau modéré qui traduit un certain apaisement des tensions inflationnistes observées ces dernières années. Dans le détail, l'Indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger a enregistré une hausse de 1,4 % en janvier 2026 par rapport au mois précédent. Cette progression est nettement supérieure à celle relevée en janvier 2025 (+0,4 %), ce qui indique une reprise ponctuelle des pressions sur les prix en début d'année. Elle marque également une accélération par rapport au mois de décembre 2025, où la hausse n'avait été que de 0,1 %. Cette évolution mensuelle est principalement tirée par l'augmentation généralisée des prix dans la majorité des catégories de biens et services. Les produits alimentaires, en particulier, ont

fortement contribué à cette hausse, avec une progression de 1,9 % en janvier 2026, contre seulement 0,2 % le mois précédent. Cette dynamique s'explique essentiellement par l'augmentation des prix des produits agricoles frais, qui affichent une hausse notable de 3,6 %, provenant d'un certain nombre de produits, notamment la viande et abats de mouton (+6,8 %), la pomme de terre (+9,0 %) et d'un degré moindre les poissons (+5,7 %). À l'inverse, les prix de certains produits observent des baisses, en particulier les légumes (-0,4 %) ainsi que la viande de poulet et les œufs, respectivement de 0,2 % et 5,7 %. En revanche, certains produits ont contribué à atténuer cette hausse globale, à l'image des légumes, en léger recul de 0,4 %, ou encore de la viande de poulet (-0,2 %) et des œufs, dont les prix ont chuté de manière significative (-5,7 %). Du côté des produits alimentaires industriels, les prix sont restés globalement stables, enregistrant une légère hausse de 0,1 %. Cette relative stabilité témoigne d'un certain équilibre dans les chaînes d'approvisionnement locales, malgré un contexte international incertain. En ce qui concerne les autres composantes de l'indice, les biens manufacturés et les services ont également enregistré des hausses respectives de 0,9 % et 1,0 % sur le mois de janvier 2026. En glissement

annuel, l'augmentation des prix des produits manufacturés est particulièrement marquée, atteignant +9,0 %, ce qui reflète notamment l'impact des coûts d'importation, des matières premières et de la logistique. Les services, quant à eux, affichent une progression plus modérée de 1,1 % sur un an. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation fait ressortir une hausse de 1,5 % en janvier 2026 par rapport à décembre 2025, confirmant la tendance haussière observée en données brutes. En comparaison annuelle, les prix à la consommation enregistrent une augmentation de 2,7 % entre janvier 2025 et janvier 2026. Au niveau national, l'indice des prix à la consommation, établi sur la base d'un échantillon représentatif de 17 villes et localités à travers le pays, fait apparaître une hausse mensuelle de 1,1 % en janvier 2026. Les prix des biens alimentaires y progressent de 1,7 %, confirmant leur rôle central dans la dynamique inflationniste. Cependant, au-delà de ces fluctuations mensuelles, la tendance de fond reste orientée vers un ralentissement de l'inflation. Les données montrent notamment qu'en janvier 2026, les prix des biens alimentaires ont reculé de 2,0 % par rapport à janvier 2025.

ELLE OUVRE LA VOIE À L'INDUSTRIE 4.0
La 5G en Algérie, moteur de l'économie de demain

Par S. R.

Lancée officiellement en 2025, la cinquième génération de standards pour la téléphonie mobile (5G) ne se limite pas à accélérer les téléchargements en Algérie. Elle s'impose progressivement comme la colonne vertébrale d'une mutation profonde de l'économie nationale, ouvrant la voie à l'industrie 4.0 et à l'émergence du secteur quaternaire. Un an après son introduction sur le marché national, la 5G commence à révéler son véritable potentiel, celui d'un levier systémique. Si le grand public en perçoit surtout les avantages en matière de rapidité de navigation, les experts, à l'image du professeur Nazim Sini, insistent sur sa dimension transformationnelle. Contrairement aux technologies précédentes, la 5G se distingue par sa capacité à interconnecter des milliards d'objets avec un temps de latence quasi nul. Cette avancée technique ouvre la voie à l'émergence effective de l'industrie 4.0 en Algérie. « La 5G permet une communication plus fluide entre l'Internet des objets (IoT). Elle offre la possibilité de piloter une usine totalement à distance », a expliqué Nazim Sini sur les ondes de « Chaîne III » de la radio nationale. Cette transformation ne se limite pas au secteur industriel. Elle s'étend également au domaine agricole, où l'utilisation de capteurs connectés en temps réel favorise une agriculture intelligente, capable d'optimiser l'irrigation et d'améliorer les rendements. Dans les zones urbaines, la 5G prépare l'avènement des villes intelligentes, où la gestion des transports et de l'énergie peut être automatisée pour gagner en efficacité et en durabilité. Les perspectives de développement sont significatives. Les projections évoquent un objectif de 15 à 20 millions d'abonnés dans les années à venir. Toutefois, l'enjeu dépasse largement l'usage individuel. C'est l'ensemble de l'économie qui devrait bénéficier de cette technologie, notamment à travers une amélioration du produit intérieur brut. « Tous les pays qui ont adopté la 5G ont vu, dans les 24 mois, un apport à leur PIB compris entre 0,8 % et 1 % », a souligné le Pr Sini. Pour l'Algérie, les estimations tablent sur un gain compris entre 0,5 % et 0,8 % du PIB. Cette croissance additionnelle s'explique par les gains de productivité réalisés par les entreprises, générant davantage de valeur ajoutée et, par conséquent, des recettes fiscales accrues pour l'État. Au-delà de ses retombées économiques immédiates, la 5G joue un rôle stratégique en tant que passerelle vers une nouvelle structuration de l'économie. Elle permet à l'Algérie de franchir un cap vers le secteur quaternaire, fondé sur l'intelligence artificielle, le Big Data et les technologies avancées. Pour Nazim Sini, cette infrastructure est essentielle à cette transition : « Elle sert de tremplin entre le secteur tertiaire et ce que j'appellerais le secteur quaternaire. C'est ce qu'est la fibre optique pour l'internet fixe : un réseau qui ouvre des perspectives de communication entre les objets eux-mêmes ». En maîtrisant cette technologie, l'Algérie ne se contente pas d'accompagner les évolutions numériques mondiales. Elle pose les bases de sa souveraineté numérique, en faisant de la donnée un levier stratégique au service de son développement futur.

AÏN DEFLA
Le barrage
“Sidi M’hamed Ben
Taïba”
complètement
rempli

Le barrage "Sidi M'hamed Ben Taïba", dans la commune d'Arib, wilaya d'Aïn Defla, a atteint 100% de sa capacité de stockage, avec l'entame de l'évacuation de l'excédent d'eau à la suite des dernières précipitations, a-t-on appris, samedi, auprès de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE). La même source a précisé que le barrage "Sidi M'hamed Ben Taïba" a atteint, hier vendredi, 100% de sa capacité de stockage avec un volume d'eau estimé actuellement à 70.220.000 m3, ce qui a nécessité le lancement de l'opération d'évacuation de l'excédent.

Ce barrage constitue une source vitale pour l'alimentation en eau potable (AEP) de six (6) communes, soit, Aïn Defla, Khemis Miliana, Sidi Lakhdar, Arib, El Amra et El Makhatria, après le passage des eaux à la station de traitement, dotée d'une capacité de 42.000 m3/jour, selon la même source. Cette infrastructure est également exploitée pour le stockage des eaux pluviales pour un usage agricole.

Le barrage "Sidi M'hamed Ben Taïba" est classé parmi les principales infrastructures hydrauliques de la wilaya, en raison de son important rôle dans le renforcement des ressources en eau et l'amélioration de l'AEP dans la région. Outre cette installation, la wilaya d'Aïn Defla dispose de quatre (4) autres barrages, à savoir Ghrib (Oued Chorafa), Derder (Tarik Ibn Ziad), Ouled Melouk (Rouina) et Haraza (Djelida), qui enregistrent également des niveaux élevés de remplissage grâce aux importantes précipitations pluviales, ce qui a contribué à la revitalisation des ressources en eau dans la région.

APS

TRANSPORT MARITIME

Modification du programme
de certaines traversées à destination
et en provenance de la France

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) a annoncé, samedi dans un communiqué, la modification du programme de certaines de ses traversées à destination et en provenance de la France, en raison du mauvais temps. Ainsi, la traversée Alger-Marseille, initialement prévue le 29 mars, a été reportée au 30 mars à 16h00, précise le communiqué.

La traversée Marseille-Oran, pro-

grammée pour le 30 mars, et la traversée Oran-Marseille, prévue pour le 1er avril prochain, ont, quant à elles, été annulées, selon la même source.

Dans son communiqué, l'ENTMV invite les clients souhaitant modifier les dates des traversées concernées ou se faire rembourser leurs billets, à se rapprocher de ses agences commerciales pour accomplir les démarches nécessaires.

APS

LIGNE MINIÈRE EST

Entrée en service imminente du tronçon
Port d’Annaba–Boucheougouf

Les travaux de réalisation du tronçon Port d'Annaba-Boucheougouf, dans le cadre du projet de la ligne minière Est reliant Annaba à Bled El Hadba (wilaya de Tébessa) sur 422 km, ont enregistré une avancée notable, indique samedi un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base.

Ce tronçon, qui s'étend sur 54 km, a atteint des "stades avancés" de réalisation, précise le communiqué, soulignant l'imminence de sa livraison et de son entrée

en service, les travaux se poursuivant à une cadence accélérée "nuit et jour". Après avoir rappelé que le projet de la ligne minière Est fait partie des projets structurants visant à renforcer les infrastructures de transport et à soutenir l'activité minière dans le pays, le ministère a indiqué que les efforts des entreprises nationales de réalisation se concentrent actuellement sur l'achèvement des opérations principales liées à la phase finale du projet, notamment la pose de la voie ferrée sur les différentes parties du tronçon

et la réalisation des travaux d'aménagement final au niveau des gares de transport de voyageurs.

Les travaux en cours comprennent également l'achèvement des grands ouvrages d'art, notamment les passages supérieurs restants et les infrastructures de croisement avec le réseau routier local, selon la même source, qui précise que le projet fait l'objet d'un suivi personnel par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui.

R E.

CHLEF

Plus de 160 marins qualifiés au rang de patrons
de pêche côtière

milles marins. Sachant que les autres zones de pêche s'étendent jusqu'à 12 milles pour le large, 20 milles pour la grande pêche et au-delà de 20 milles pour la haute mer. Par ailleurs, une nouvelle session de formation est prévue en coordination avec la Chambre de pêche et d'aquaculture de la wilaya après examen des demandes, avec un lancement attendu en avril prochain, se-

lon la même source.

A noter que plus de 4.600 professionnels de la pêche ont été recensés dans la wilaya de Chlef en 2025, dont 3.367 marins qualifiés, 1.044 patrons, 184 électromécaniciens et 37 agents en aquaculture, selon les statistiques de la direction du secteur.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وإساعة الإستهلاك ليوم 26 مارس 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 26 Mars 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلغ			
Produits		معدل	أعلى	المنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	71	79	62	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	150	164	135	الطماطم	
	Oignon sec	101	110	92	البصل الجاف	
	Ail sec	1000	1089	910	الثوم الجاف	
	Carotte	106	117	95	الجزر	
	Navet	118	130	106	اللفت	
	Choux fleur	138	151	126	قرنبيط	
	Choux	97	109	86	الكرنب	
	Courgette	113	127	99	الكوسة	
	Haricot vert	413	441	384	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	152	169	135	الخس		
Fruits frais	Orange	229	276	182	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	182	207	156	الليمون	
	Pomme locale	425	514	337	التفاح المحلي	
	Datte	504	636	373	التمر	
	Banane	463	483	442	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1966	2107	1824	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	429	441	416	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-13,84	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 399,00	NC	0,00	-0,01	-0,77	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 502,00	NC	0,00	0,00	1,57	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 230,00	2229,00	-0,04	-0,45	-1,77	10,63	5,61	1100	2 451 900,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,24	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	420,00	0,00	0,00	3,56	3,97	5,00	15	6 300,00

GLOBAL AFRICA TECH

L’Algérie affirme ses ambitions de leadership numérique en Afrique

La tenue du sommet « Global Africa Tech » en Algérie confirme la montée en puissance du pays dans le domaine du numérique et son engagement en faveur d’une transformation digitale à l’échelle africaine.

Par Zahir R.

Dans ce contexte, le consultant international en développement économique, Abderrahmane HadeF, a mis en avant les enjeux stratégiques de cet événement, soulignant la nécessité pour l’Afrique d’accélérer sa transition technologique, de réduire la fracture numérique et de bâtir une véritable souveraineté digitale. S’exprimant hier sur les ondes de la radio nationale «Chaîne I», HadeF a indiqué que le sommet « Global Africa Tech » revêt une importance particulière, notamment en ce qui concerne la souveraineté numérique du continent africain. D’emblée, l’expert a souligné que ce rendez-vous constitue «l’une des plus importantes manifestations à l’échelle continentale», visant à impulser une dynamique nouvelle en matière de transformation digitale et d’intégration économique en Afrique. Selon lui, ce forum représente une plateforme stratégique permettant aux acteurs du numérique d’échanger sur les perspectives de partenariat, de coopération et, surtout, d’unifier les visions autour des enjeux technologiques. Dans ce contexte, Abderrahmane HadeF a insisté sur la nécessité pour l’Afrique de se doter d’une vision commune en matière de technologies numériques, en mettant particulièrement l’accent sur la question de la souveraineté numérique. «Le continent doit impérativement passer du statut de consommateur de technologies à celui de producteur», a-t-il affirmé, soulignant que cette transition constitue un levier essentiel pour garantir l’indépendance technologique et la maîtrise des données. Il a également mis en exergue le rôle central des infrastructures numériques dans ce processus. L’intervenant a rappelé que la trans-

formation digitale ne peut se concrétiser sans un socle solide comprenant notamment les centres de données, le cloud computing et les réseaux de communication. « Il est aujourd’hui impossible de parler de transformation numérique sans disposer d’infrastructures solides dans le domaine de la production de données, notamment les centres de données, le cloud computing, ainsi que les réseaux de communication, qui constituent également des piliers essentiels du numérique », a-t-il souligné. À ce titre, HadeF a indiqué que les discussions du sommet portent sur des axes clés tels que le déploiement de la fibre optique, le développement de la 5G, les technologies satellitaires et les câbles sous-marins, indispensables pour renforcer la connectivité du continent. Revenant sur la tenue de cet événement en Algérie, l’expert a estimé que cela traduit «un engagement fort de l’État au plus haut niveau» en faveur de la transformation numérique. Il a rappelé, à cet égard, le message adressé aux participants par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, mettant en avant la volonté de l’Algérie de promouvoir la coopération africaine et de soutenir le développement technologique du continent. Selon Abderrahmane HadeF, l’Algérie dispose de « tous les atouts pour devenir un pôle numérique africain ». Il a évoqué les efforts engagés ces dernières années à travers la mise en place d’une stratégie nationale de transformation numérique à l’horizon 2030, articulée autour de plusieurs axes, dont l’économie numérique, la gouvernance digitale, la formation des compétences et la cybersécurité. L’expert a également cité les avancées réalisées en matière d’infrastructures, notamment l’extension du réseau de fibre optique, le renforcement de la bande passante internationale et les projets structurants tels que

le câble transsaharien. À cela s’ajoutent, selon lui, les initiatives visant à développer le capital humain, à travers la création d’écoles spécialisées dans les domaines du numérique, de l’intelligence artificielle et de la cybersécurité. Par ailleurs, il a mis en lumière les efforts de l’Algérie en faveur de l’écosystème des start-up, à travers des mécanismes de financement et d’accompagnement, ainsi que des initiatives à dimension continentale destinées à soutenir les projets innovants en Afrique. Abordant la question de la fracture numérique, Abderrahmane HadeF a reconnu l’existence d’importantes disparités entre les pays africains. Il a toutefois estimé que ce type de rencontres permet de « diagnostiquer les écarts » et de proposer des solutions adaptées, notamment en matière d’accès à Internet, de formation et de financement. Enfin, l’expert a insisté sur l’importance d’adopter des stratégies flexibles capables de s’adapter à l’évolution rapide des technologies, citant notamment les avancées dans le domaine des satellites et des solutions numériques émergentes. C’est dans ce contexte que l’Algérie a engagé des partenariats pour développer localement l’industrie des satellites, un domaine à forte dimension stratégique et souveraine. L’objectif, dira-t-il, est de disposer de satellites nationaux conçus localement, car certaines dimensions techniques, notamment liées à la transmission des données, doivent être parfaitement maîtrisées. En conclusion, l’un des principaux résultats attendus de ce sommet est l’élaboration d’une vision unifiée du processus de transformation numérique. Cette vision doit se traduire par des stratégies et des plans d’action concrets, porteurs d’engagements clairs et mesurables, afin d’accélérer le développement numérique du continent africain.

POUR S'IMPOSER COMME UN ACTEUR CLÉ DU NUMÉRIQUE MONDIAL

Appel à asseoir une souveraineté numérique africaine

Les participants au Global Africa Tech 2026, dont les travaux ont débuté samedi à Alger, ont appelé à asseoir une souveraineté numérique africaine qui permette au continent de s’imposer comme un partenaire et un acteur clé du numérique mondial. A l’ouverture de cet événement d’envergure, qui se poursuivra jusqu’à lundi prochain, les intervenants ont souligné la nécessité pour l’Afrique de rompre avec la logique de consommation de technologie pour “s’imposer comme un partenaire et un acteur clé du numérique mondial”. Dans cette optique, la vice-présidente de la Commission de l’Union africaine (UA), Mme Selma Malika Haddadi, a exprimé la reconnaissance de l’organisation continentale envers le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l’organisation de haut niveau de cet important événement, soulignant que les aspects liés au domaine des télécommunications “ne sont plus de simples questions techniques, mais des enjeux stratégiques qui concernent l’avenir de l’Afrique”. Elle a, dans ce cadre, passé en revue l’expérience de l’Algérie en la matière, mettant en avant son rôle dans le projet de dorsale transsaharienne à fibre optique et dans le lancement de satellites, rappelant que la

souveraineté numérique constitue une “condition sine qua non pour la réalisation de l’Agenda 2063 de l’UA”. Elle a, par ailleurs, alerté sur la persistance de la fracture numérique, relevant que “des millions d’Africains vivent dans les zones couvertes par les réseaux sans pouvoir y accéder, faute de moyens ou d’aptitudes”. De son côté, l’Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les technologies numériques et émergentes, M. Amandeep Singh Gill, a averti que l’Afrique pourrait devenir le plus grand consommateur de systèmes d’intelligence artificielle conçus ailleurs et, donc, reposant sur des données qui “ne reflètent ni ses langues, ni ses cultures, ni ses priorités”, soulignant que “la participation du continent à l’économie mondiale fondée sur l’intelligence artificielle et sa capacité à créer des solutions dans les domaines de l’agriculture, de la santé et de l’adaptation au climat sont tributaires des décisions qui seront prises dans les deux à cinq années à venir”. Dans ce contexte, M. Gill a salué la stratégie “Algérie numérique 2030”, ainsi que la création du Conseil scientifique de l’intelligence artificielle, estimant que de telles décisions sont de nature à permettre à l’Afrique de “prendre son destin en main”. Pour sa part, le ministre kényan de l’Infor-

mation, des télécommunications et de l’économie numérique, M. William Kabogo Gitau, a mis en avant l’importance de “passer des efforts nationaux isolés à des écosystèmes continentaux interconnectés”. Pour atteindre cet objectif, il importe de “changer la perception traditionnelle de l’Afrique en tant que simple consommatrice, en œuvrant à la mise en place de partenariats solides et équitables, lui permettant de prendre part aux grandes décisions”, a-t-il soutenu. Organisé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Global Africa Tech 2026 constitue une plateforme de haut niveau réunissant les principaux acteurs et décideurs en Afrique et dans le monde pour débattre et réfléchir collectivement à l’avenir du secteur des télécommunications et des technologies, notamment pour le développement des infrastructures terrestres, le renforcement des réseaux de fibre optique, le lancement d’initiatives avancées dans les domaines des communications spatiales, la sécurisation des câbles sous-marins et l’interconnexion des ports intelligents, de manière à renforcer l’interconnectivité continentale et à soutenir la souveraineté numérique africaine.

APS

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Vers une vision africaine ambitieuse pour une souveraineté réelle

Le “Global Africa Tech 2026”, dont les travaux se sont ouverts samedi à Alger, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s’impose comme une plateforme de réflexion stratégique sur la concrétisation d’une vision africaine ambitieuse, tendant à instaurer une souveraineté réelle dans le domaine des télécommunications, ont affirmé des participants à cet événement continental. Cette manifestation, qui réunit les professionnels du continent autour d’un objectif commun: une Afrique interconnectée, résiliente et capable de maîtriser pleinement son avenir numérique, constitue une plateforme interactive, à travers les sessions de dialogues organisées à cette occasion. Les échanges ont porté, notamment, sur les concepts fondamentaux, la définition des objectifs, ainsi que la présentation de visions stratégiques. Les participants ont, à ce titre, insisté sur l’importance des infrastructures des télécommunications, véritable épine dorsale de l’économie numérique africaine, permettant de renforcer la résilience des pays africains face aux crises, leur autonomie décisionnelle, ainsi que leur capacité d’innovation. Dans ce contexte, les intervenants ont souligné que la transformation numérique demeure étroitement liée à la maîtrise des technologies émergentes, telles que l’intelligence artificielle, les systèmes autonomes et les constellations de satellites, les réseaux intelligents et la cybersécurité, au regard de leur rôle dans l’amélioration des performances, le renforcement de la sécurité et la continuité des services. Lors d’une session consacrée à la protection des réseaux internet africains, l’accent a été mis sur la sécurisation des câbles sous-marins, le développement de plateformes stratégiques de télécommunications et le renforcement de la résilience des flux internationaux de données. Les participants ont, en outre, évoqué la création de corridors intégrés, destinés à soutenir le développement transfrontalier et à consolider le positionnement de l’Algérie en tant que hub majeur pour l’interconnexion maritime et le transit des données vers l’intérieur du continent. S’agissant de la mise en place d’infrastructures souveraines, ils ont souligné l’importance de localiser les flux de données au sein du continent, d’améliorer la maintenance et la sécurité des réseaux, et d’accélérer la réalisation des dorsales de fibre optique transsahariennes, tout en veillant à la création de centres de données souverains et au renforcement de l’interconnexion régionale. Pour atteindre les objectifs fixés, les experts ont insisté sur la nécessité de créer un mécanisme africain permanent de coordination à l’échelle du continent, soutenu par une mobilisation accrue des ressources financières et humaines. L’ouverture de cette manifestation, qui se déroule sous le thème “Tous les réseaux, une seule convergence”, a été marquée par la présentation de robots intelligents, la projection d’une vidéo immersive retraçant le dynamisme technologique africain, ainsi qu’un moment artistique, mêlant musique et chorégraphie, pour célébrer la richesse et la diversité culturelles du continent africain.

R. E.

TIARET

Lancement prochain du dédoublement des routes nationales sur une distance de 42 km

Le lancement des travaux de dédoublement des (RN) traversant la wilaya de Tiaret sur un linéaire de 42 km est prévu prochainement, a-t-on informé, samedi, du directeur des Travaux publics, Ali Salah. M. Salah a indiqué que ces projets, inscrits dans le cadre du programme sectoriel de l'année 2026, seront lancés dès l'achèvement des procédures contractuelles en cours. Ils concernent le dédoublement de tronçons des RN 40, 23 et 14, pour lesquels une enveloppe financière de 9,2 milliards de dinars a été allouée. Le tronçon concerné de la RN 40 s'étend sur 20 km, entre la ville de Dahmouni et le village de Si El Haouas, dans la commune de Sebaine. S'agissant de la RN 23, les travaux porteront sur un linéaire de 12 km dépendant de Guertoufa au village de Tamda, dans la même commune. Par ailleurs, un tronçon de 10 km sera réalisé sur la RN 14, entre la ville de Dahmouni et le village de Taslemt, dans la commune de Sebaine, selon la même source. Ces projets permettront de réduire considérablement la tension du trafic routier sur ces axes, tout en constituant des voies de liaison vers l'autoroute en direction de Khemis Miliana, via Tissemsilt, ainsi qu'en direction de Relizane. A noter que la ville de Tiaret dispose déjà de routes dédoublees la dépendant à quatre villes qui sont Aïn Bouchekif (16 km), Dahmouni (14 km), Rahouia (20 km) et Sougueur (25 km), a rappelé M. Salah

APS

NÂAMA

Des projets pour soutenir le développement dans la daïra de Aïn Sefra

Plusieurs projets importants pertinents de différents programmes de développement dans des secteurs vitaux sont en cours de réalisation dans la commune de Aïn Sefra (wilaya de Nâama), à-on avisé, samedi, auprès des services de la wilaya.



Parmi ces projets, inspectés, samedi, lors d'une visite de terrain effectuée par le wali de Nâama, Lounès Bouzegza, figurent la réalisation d'un jardin public, l'aménagement d'un carrefour giratoire à l'entrée nord de la ville, ainsi que les travaux d'aménagement extérieur d'un programme de 300 logements. S'ajoutent également à ces chantiers le raccordement des lotissements sociaux de 179 et 41 lots au quartier « 17 Octobre », ainsi que de 1.530 lots au quartier « Dalâa », aux réseaux primaires et secondaires d'eau potable, d'assainissement et de voirie, a précisé la même source. Dans le secteur réalisation de l'habitat, les travaux d'un projet de 100 logements de la formule promotionnelle aidé (LPA) ont été récemment relancés au niveau des quar-

tiers intégrés de la nouvelle zone d'habitat « 17 octobre ». Par ailleurs, un projet de réalisation et d'équipement d'un nouveau siège pour l'unité secondaire de la Protection civile est en cours dans la même zone, avec un taux d'avancement jugé « appréciable », selon la même source. S'agissant du secteur de l'éducation, la commune enregistre la réalisation d'un lycée de 1.000 places pédagogiques à l'Ouest de la ville d'Aïn Sefra, dont la mise en service est prévue pour la prochaine rentrée scolaire. D'autres projets sont également en cours, notamment la réalisation de six (6) classes d'extension, d'un réfectoire de 200 repas et d'une cour au niveau de l'école primaire « Chouhada Djebel Imzi », ainsi que la réalisation de deux (2) classes à l'école « Ouis Mohamed ».

Dans le cadre de la généralisation des infrastructures sportives et de proximité pour les jeunes, une salle omnisports est en cours de réalisation au quartier « 5 juillet 1962 ». De plus, les travaux de réalisation d'un terrain de sport de proximité en gazon synthétique ont récemment été lancés au quartier « Dalâa 1 », ainsi qu'un autre équipement similaire au quartier « Dalâa 4 ». Lors de cette visite, le wali de Nâama a insisté sur la nécessité d'intensifier et d'accélérer le rythme des travaux, tout en veillant au respect des normes de qualité et des délais de réalisation, afin de mettre ces projets en service dans les délais contractuels fixés, ont souligné les services de la wilaya.

R.N.

EL BAYADH

Sonelgaz débloque des investissements de plus de 107 millions DA pour renforcer le réseau électrique

La Direction de distribution de l'électricité et du gaz d'El Bayadh a retenu d'un programme d'investissement doté d'une enveloppe financière dépassant les 107 millions de dinars, visant à renforcer le réseau électrique et à faire face au pic de demande attendu durant l'été 2026, a indiqué, samedi, un communiqué de Sonelgaz. Le programme « Passage été 2026 » a permis la réception de sept (07) nouveaux postes de transformation moyenne vers basse tension, réalisés et mis en service, en plus de la réalisation de 19 km de réseau électrique. Dans le même cadre et au titre des efforts vi-

sant à renforcer les infrastructures énergétiques de la wilaya, la réception d'autres projets stratégiques est attendue prochainement, notamment le poste de transformation haute tension (30/60 kV) de Bougtob, dont les travaux sont achevés et qui est actuellement en phase d'essais techniques. Selon la même source, ces projets permettront d'éliminer définitivement les points noirs dans la wilaya, tout en facilitant le raccordement futur des différents projets de développement, publics et privés, au réseau électrique, notamment les périmètres agricoles pertinents de la daïra de Bougtob. Par ailleurs, la direction a procédé, ré-

cemment, à la maintenance de 639 km du réseau électrique moyenne tension et de 134 transformateurs électriques dans la wilaya d'El Bayadh, ainsi qu'à l'entretien de 233 km de réseau et de 90 transformateurs au niveau de la circonscription administrative d'El Abiodh Sidi Cheikh. La même source a également fait état d'une stabilité notable dans la distribution de l'énergie, depuis le début de l'année en cours, malgré les défis et les importantes perturbations météorologiques enregistrées, durant le mois de février dernier. Cette stabilité est le résultat des actions intensives menées sur le terrain

par les services techniques de la direction, à travers des opérations de maintenance programmées et des interventions préventives assurées par les équipes des subdivisions et des unités de réalisation, mobilisées en permanence pour garantir un service optimal aux usagers. Par ailleurs, la direction de Sonelgaz a appelé ses clients à rationaliser leur consommation d'énergie et à l'utiliser de manière responsable, afin d'assurer la continuité de l'approvisionnement, tout en soulignant que les équipes d'astreinte mobilisées 24h/24 pour intervenir en cas de panne technique, a-t-on ajouté.

Agence

Le marché, la compétition et la guerre

La guerre est dans la compétition et la compétition est dans la guerre. Le civil est dans le militaire et le militaire est dans le civil. La puissance militaire ne peut s'écarter durablement de la compétitivité sociale. L'une doit rejoindre l'autre. La puissance militaire rejoint la compétitivité sociale en croissance ou en décroissance. Le cours des choses transforme violemment ou insensiblement les relations d'asymétrie. Il peut s'ensuivre, une guerre entre puissances, pour rétablir des relations d'asymétrie qui établies par une précédente guerre sont transformées par la compétition. La puissance militaire refusant de rejoindre la compétitivité sociale en décroissance autrement que par la destruction des moyens de la compétitivité adverse.

4^e partie et fin

Par DERGUINI Arezki (*)

La société comme association d'humains et de non-humains compose ses relations. Elle les automatise, les sérialise, les mémorise et les finalise. La société fait l'économie et l'économie fait la société. Elle détermine ce qui est et ce qui peut être, pour obtenir de ce qui peut être ce qui doit être. Elle vise à connaître la vie sociale et matérielle pour la performer, l'accorder à son idéal. L'idéal occidental fut de libérer la vie sociale et matérielle du monopole d'une autorité particulière (le monarque de droit divin) pour la rendre à la libre volonté divine. Liberté de la volonté divine qui s'exerce au travers des libres interactions et transactions individuelles, qu'elle transcende au départ et qu'elle abandonne ensuite à leur fonctionnement autonome. Elle s'exerce au travers de l'égalité liberté des agents économiques animés par une volonté indépendante dans laquelle elle s'incarne ensuite.

Il faudrait à partir de Polanyi aller plus avant. De Polanyi, il faut retenir le projet capitaliste de séparer l'économie de la société, le projet d'imposer la fiction d'un marché obéissant à ses propres lois. De laisser la société sans prise sur le marché pour le retourner contre elle. Le succès d'un tel projet aboutit à une destruction de la société et de la nature, parce qu'une telle séparation devient contre-productive. Après avoir exploité leurs ressources, il les surexploite. La crise écologique n'est pas pure crise écologique, elle est aussi crise civilisationnelle, parce que crise des croyances. Elle ne touche pas la nature seulement, la crise ne respectant pas la dichotomie nature société, elle ne préserve pas l'extériorité de la société par rapport à la nature ni la passivité de la nature par rapport à société. Elle ébranle le rapport de la nature et de la société, de la culture et de la nature. La société et la nature se révoltent contre les lois dans lesquelles on les fait entrer, avec lesquelles on veut les soumettre. La crise écologique remet en cause le naturalisme et sa logique dichotomique qui a formé le terreau du capitalisme[5], elle remet en cause la métaphysique qui vide la nature de Dieu et la peuple de lois objectives, la métaphysique qui sépare la société de la nature et donne à la société la connaissance des lois de la nature. Elle remet en cause la métaphysique qui met l'homme à la place de Dieu[6]. Les scientifiques sont les prêtres des temps modernes, ils héritent de leur position au temps des nouveaux empires. Ils sont les experts qui tiennent leur lumière non pas de l'expérimentation collective, mais de l'expérimentation de théories qui permettraient à la société de commander à la nature, à l'économie de commander à la société. Théories qui ne pensent plus leur métaphysique, qui ne pensent pas l'expérimentation des croyances collectives sur lesquelles repose une réelle expérimentation collective. La Science aurait fait table rase des croyances collectives.

... comme machine sociale concrète

Si donc on s'accorde le droit de penser en

dehors des dichotomies nature société, économie société, comment se représenter le marché ? Le marché est une place qui rassemble acheteurs et vendeurs. Pourquoi acheteurs et vendeurs devraient-ils s'ignorer, se considérer comme des étrangers et non comme les parties prenantes de la construction d'une machine sociale et économique ? L'atomicité est-elle une condition nécessaire à la compétition ? Pourquoi le marché économique ne deviendrait-il pas une place publique à l'image du marché politique où seraient accordées les quantités à produire et à consommer et selon quels prix ? Pourquoi le consommateur ne devrait-il penser qu'à maximiser son utilité, le producteur qu'à maximiser son profit individuel ? Pourquoi devrait-il se soumettre à une telle « vision tunnel » et laisser les lois du marché décider des quantités à produire et consommer ainsi que de leur prix ? L'humain doit-il faire confiance à une machine abstraite pour arbitrer ses compétitions ? Est-ce cela qui importe le plus pour ces gens que réunit la place du marché et qui ne cessent pourtant pas de discuter de ses prix ? Pour quelles fins producteurs et consommateurs devraient-ils se disputer les produits et les parts de marché ? Ne voient-ils pas que ce qu'ils consomment revient largement du marché mondial ? Ne voient-ils pas que leur propension à consommer entretient une propension à importer qui crée leur dépendance extérieure ? Ne devraient-ils pas voir que ce qu'il leur reviendra dépend désormais de leur contribution au marché mondial ? Et donc que leur marché local dépend de sa place dans le marché mondial ? Ne voient-ils pas à quoi tiendra leur revenu futur et à quoi tient leur revenu présent ? Quel rapport leur consommation présente entretient avec leur consommation future ? Il faut remettre de la société dans l'économie, de la place publique et du débat public autour de la place du marché afin d'établir un cercle vertueux entre les préférences individuelles et les préférences collectives. La dichotomie préférences individuelles et préférences collectives devait en Occident protéger de la définition autoritaire des préférences collectives. Ce n'est plus à un monarque, à un État ensuite, de définir les préférences collectives. C'est donc pour se protéger d'un monarque de droit divin que les bourgeois du monde chrétien ont protégé leurs préférences d'une définition collective. L'histoire des marchés doit être rappelée, elle n'est pas une. Des rapports sociaux ont décidé de leur institution. Et ces rapports desquels émerge un processus d'institutionnalisation sont extrêmement divers. Pour le développement économique, la définition des préférences collectives est capitale. Laisser les préférences individuelles se développer indépendamment des préférences collectives n'est pas garant du développement. Des préférences individuelles et collectives pertinentes sont nécessaires. La préférence du présent sur le futur en matière de consommation ne donne pas l'épargne et l'investissement nécessaires au développement. Il faut rappeler que les préférences collectives sont des préférences individuelles alignées. Des préférences collectives ne peuvent pas dicter un alignement aux préfé-

rences individuelles, ou se définir sans les préférences individuelles. Ce que refuse le libéralisme et à raison. Au lieu d'un alignement, on obtiendrait un ensemble flou. Ce qui ne veut pas dire, comme le soutient le libéralisme, que les préférences individuelles peuvent produire d'elles-mêmes des préférences collectives pertinentes. Le libéralisme soumet les préférences collectives au pouvoir d'achat des riches. Et cela suffit à la société de classes.

Les préférences collectives sont d'abord temporelles : préférences pour le présent ou pour le futur. Une préférence pour le futur valorise l'éducation au contraire de la préférence pour le présent. Le fait qu'un État développementaliste puisse pallier la faiblesse de la préférence sociale pour l'éducation en investissant dans l'éducation grâce à la disposition de ressources propres, ne conduira pas au résultat escompté : la société n'investira pas réellement dans l'éducation, mais dans l'État. L'État ne peut pas se substituer à la société, il est la société, de fait et pas seulement de droit. S'il investit à sa place, il lui épargne d'investir. Il s'ensuit des effets pervers. Si la société n'investit pas dans l'éducation d'où tirera-t-elle son revenu futur ? La société peut présenter un modèle de préférence collective se proposant d'agréger les préférences individuelles, mais s'il n'y a pas identification des préférences individuelles à celles collectives prédéfinies, les préférences individuelles dériveront.

La place publique devrait prendre autour du marché la place que l'économie a prise dans la société, ce que la séparation de l'économie et de la politique exclut. La démocratie politique a livré le marché aux riches et la scène politique au suffrage universel. Les riches des sociétés en développement doivent assumer leur responsabilité sociale jusqu'au bout. Ils sont riches de par la société et pour la société. La guerre a toujours d'abord été économique, mais ne l'a jamais été autant qu'aujourd'hui. En se tenant autour de la place du marché ce n'est pas en tant que simples producteurs et simples consommateurs qu'il faudrait se tenir, mais en tant que citoyens de mondes, en tant que partie prenante de la production et de la consommation mondiale. Il faut le répéter, en privilégiant la consommation présente on porte atteinte à la consommation future. Le présentisme est un privilège mal nommé que se permettent des sociétés riches. Les sociétés dont la part dans la production mondiale ne correspond pas à leur part dans la population mondiale ne peuvent pas privilégier la consommation présente, quoique celle-ci puisse lourdement peser, si elles veulent avoir une autre part dans la production mondiale. Autour du marché, le citoyen doit se porter et porter sa société et son économie dans le monde. La préférence pour le présent ne s'est pas imposée d'elle-même à la société, des incitations l'ont privilégiée. Nous sommes capables d'une autre préférence temporelle, des sociétés présentes et passées le montrent. La nature des choses ne nous a pas contraints à dissocier notre production de notre consommation, nos besoins de nos capacités, mais un certain cours. Il faut pour cela cesser de faire de la

consommation notre ultime combat.

En guise de conclusion

La dichotomie de la guerre économique et de la compétition marchande est une idéologie de la pacification au service de la puissance hégémonique. Elle met fin à la guerre dans la compétition dont elle fait oublier les conditions initiales. Elle pacifie la compétition, elle veut maintenir le vaincu désarmé. Comme mode de représentation, elle masque les rapports de force qui préside à la compétition, le fait que la guerre a préparé la compétition et ses conditions et le fait que la compétition prépare la guerre et ses conditions. Comme idéologie, elle naturalise, ou si l'on préfère, elle vise à pérenniser l'ordre établi par la guerre. La guerre d'une société vise à redéfinir par sa force (militaire) les conditions de la compétition (industrielle) lorsque sa compétitivité (force industrielle) est menacée. La force militaire tentant comme de rattraper la force industrielle qui la déserte.

Dans une conception non dichotomique, la guerre est devant et derrière la compétition, la compétition prépare la guerre, pour y aller si elle lui est imposée, mais plus sûrement pour être en mesure de la contenir, de l'éviter ou de ne pas en être la victime. La compétition contenant la guerre ne recourt pas à la force militaire, elle transforme les relations d'asymétrie, les champs et les règles de la compétition. Elle opère par transformations silencieuses. La compétition transforme alors silencieusement une faiblesse en force et une force en faiblesse. Le modèle westphalien a perdu de son évidence, la violence peut être bannie de la transformation des relations asymétriques de l'échange autrement que par sa monopolisation. Sa démonopolisation ne l'empêche pas de resurgir, elle resurgit quand la course pour sa monopolisation reprend.

Une conception non dichotomique porte la conviction que l'essence de la force n'est pas de l'ordre militaire, mais de l'ordre des croyances et du savoir, du savoir-être et du savoir-faire. La force militaire peut détruire facilement des capacités matérielles, plus difficilement une accumulation culturelle et plus difficilement encore les dispositions acquises au cours de cette accumulation. Les guerres climatiques, civiles et militaires qu'annonce la compétition mondiale pour distribuer la production mondiale et ses conditions sont suscitées par la tentation westphalienne de soumettre la régulation des flux mondiaux par la monopolisation de la violence.

Le marché est une machine de combat, il se construit comme la machine de combat d'une classe ou d'une société. D'une société dans la nature ou contre la nature.

Notes

[5] Philippe Descola. Politiques du faire monde. Seuil. 2025
[6] Amer Meziane et Philippe Descola. Débat au Collège de France.
<https://www.youtube.com/watch?v=MDM7Owy2Ufw>

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

SERVICES PUBLICS
NUMÉRIQUES

La Mauritanie établit
ses standards de
qualité

Dans le cadre de sa transformation numérique, la Mauritanie accélère la dématérialisation de ses services publics dans tous les secteurs. D'où la nécessité d'un cadre pour harmoniser le processus à l'échelle nationale.

Les autorités mauritaniennes ont engagé un processus visant à instaurer une norme nationale de qualité unifiée pour les services numériques. L'initiative vise à soutenir la transformation numérique en cours et améliorer la qualité des services fournis aux citoyens. Un atelier a été organisé à cet effet du mardi 24 au jeudi 26 mars par le ministère de la Transformation numérique et de la Modernisation de l'administration, en partenariat avec l'Allemagne. Au cours de l'atelier, les autorités ont présenté l'étude technique ainsi que le mécanisme d'exécution du projet aux acteurs des secteurs public et privé ainsi que des milieux universitaires. Ces derniers ont été invités à les découvrir et à les adopter.

Selon l'Agence mauritanienne d'information (AMI), le ministre Ahmed Salem Bede a indiqué que cette initiative vise à établir un cadre standard national unifié qui assure la cohérence dans la conception et le développement des services numériques, améliore l'interopérabilité entre les divers systèmes et plateformes gouvernementales, soutient la réutilisation de composants communs, optimise les ressources et améliore l'expérience utilisateur et la qualité des services fournis.

Il a souligné que la normalisation des services numériques n'est plus une option, mais est devenue une nécessité technique et stratégique urgente. Pour lui, l'absence de standards communs engendre une fragmentation coûteuse des systèmes et dégrade la qualité des services rendus aux citoyens. L'initiative intervient alors que les autorités mauritaniennes accélèrent la digitalisation des services dans tous les secteurs. Par exemple, elles ont déjà dématérialisé la demande du permis de conduire, le Système numérique du trafic routier, la délivrance du casier judiciaire, des cartes grises, des certificats de perte pour documents officiels, ainsi que des services de la société nationale d'électricité. Ces services sont présents sur la plateforme numérique « Khdamati ».

Les autorités misent sur le numérique pour améliorer l'efficacité de l'administration publique et rapprocher les services de la population. En janvier 2025, l'exécutif a lancé le projet « Digital-Y », doté d'un financement de 4 millions d'euros (4,6 millions \$) en partenariat avec la coopération allemande. Il vise à intégrer davantage les outils numériques dans la gestion publique afin de moderniser les services et renforcer la transparence administrative.

Pour l'heure, la Mauritanie occupe la 165^e place mondiale dans l'Indice de développement de l'e-gouvernement (EGDI) 2024 des Nations unies, avec un score de 0,3491 sur 1, inférieur aux moyennes africaine et mondiale. Parmi les trois sous-indices, le pays enregistre son score le plus faible dans celui relatif aux services en ligne (0,1688 sur 1).

Agence

TUNISIE

Un prêt de 52 millions \$ pour redynamiser la chaîne logistique du phosphate

Confrontée à des contraintes logistiques persistantes, la filière phosphate tunisienne cherche à restaurer sa compétitivité à travers un vaste programme de modernisation ferroviaire. Un pari structurant pour optimiser les flux miniers.

R I/Agence

La commission des Finances et du budget du Parlement tunisien a approuvé, le jeudi 26 mars, un accord de prêt de 16 millions de dinars koweïtiens (environ 51,9 millions USD) conclu avec le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES). Signé le 16 octobre 2025, ce financement est destiné à soutenir la modernisation des infrastructures ferroviaires dédiées au transport du phosphate. L'investissement vise à améliorer la performance logistique du secteur, dans un contexte marqué par une dégradation des capacités opérationnelles. Selon les autorités du pays, ces contraintes ont réduit de près de moitié le potentiel de production et d'exportation. La Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG) illustre ces difficultés. En 2025, l'entreprise n'a exploité que 40 % de ses capacités, avec une production estimée à 3,9 millions de tonnes, contre près de 8 millions en 2011. En cause notamment, le non-renouvellement du parc de wagons, qui ralentit l'acheminement du minerai vers les unités de traitement. Le prêt du FADES doit contribuer à l'achèvement de la ligne ferroviaire 21, longue de 129 km. Ce projet



s'inscrit dans un programme plus large de modernisation du réseau, articulé en deux phases.

Des défis financiers et de délais

La première, évaluée à 138 millions USD, porte sur le renouvellement de 190 km de voies sur les lignes 5, 14, 17 et 21. Les études techniques sont finalisées et l'appel d'offres, clôturé le mardi 24 mars 2026, ouvre la voie au démarrage des travaux. La seconde phase, évaluée à 546 millions USD, prévoit la réhabilitation de 415 km supplémentaires, la modernisation des

tunnels et des gares, et l'installation d'un système de signalisation. Le programme inclut aussi la construction d'un centre de maintenance et l'acquisition d'équipements spécialisés. Au-delà de l'amélioration de la chaîne logistique du phosphate, ce projet devrait renforcer l'activité de la Société nationale des chemins de fer tunisiens (SNCFT), dont environ 40 % des revenus proviennent du transport de cette ressource stratégique.

Il reste cependant à régler certaines questions, telles que les délais d'exécution des travaux et la mobilisation effective des financements complémentaires.

EGYPTE

Le Caire instaure le télétravail et ralentit certains projets pour économiser l'énergie

Cette décision s'inscrit dans le cadre des efforts visant à rationaliser la consommation de l'énergie en prévision de la grande hausse des prix au niveau mondial en raison de la Guerre au Moyen-Orient.

A partir du mois d'avril, dimanche sera une journée de télétravail en Egypte pour les secteurs public et privé, à l'exclusion des écoles, des universités et des secteurs vitaux et de production, a annoncé le premier ministre Mostafa Madbouly lors d'une conférence de presse tenue samedi 28 mars.

Le pétrole monte, l'extension de l'ultimatum de Trump ne suffit pas à contenir les inquiétudes.

Le Caire appelle Washington à un soutien économique face aux répercussions de la guerre contre l'Iran.

Cette décision s'inscrit dans le cadre des efforts visant à rationaliser la consommation de l'énergie en prévision de la grande hausse des prix au niveau mondial en raison de la Guerre au Moyen-Orient.

« L'analyse des données relatives à la consommation de l'électricité et du carburant a montré qu'il y a une grande réduction d'énergie pendant les jours fé-

riés et les congés. C'est pour cette raison qu'on a décidé d'appliquer cette décision pendant un mois à titre d'essai et peut être qu'on passera à deux jours ultérieurement », a indiqué Madbouly. L'ensemble du secteur industriel, les stations-service, les services d'assainissement ainsi que les services publics essentiels en seront formellement exclus. « Nous adoptons ces décisions de manière graduelle afin d'absorber ces chocs et de limiter l'impact sur les citoyens. Si ce conflit perdure, de nouvelles mesures plus difficiles seront prises », a ajouté le premier ministre.

La facture énergétique a doublé

Madbouly a affirmé que la facture d'importation du carburant a plus que doublé depuis le début de la guerre contre l'Iran en raison de la hausse des cours mondiaux du Brent qui ont franchi la barre des 100 dollars pour la cinquième semaine consécutive.

« La facture des importations énergétiques de l'Egypte est passée de 1,2 milliard de dollars en janvier à 1,5 en février et à 2,5 milliards de dollars en mars », a expliqué Mostafa Madbouly.

Pour faire face à cette hausse, le premier ministre a annoncé que le gouvernement a décidé de « ralentir » pour une durée d'au moins deux mois tous les grands projets qui consomment de grandes quantités d'énergies. Chaque ministère sera appelé à présenter une liste de ces projets.

Madbouly a également affirmé que les quantités de carburant fournies aux entités gouvernementales ont été réduites de 30 %.

Le gouvernement a pris de nombreuses mesures pour atténuer l'impact économique de la hausse des prix du carburant de 30%, et par conséquent la hausse des prix des moyens des transports et tout récemment des billets du métro et des trains jusqu'à 25%.

Pour rationaliser la consommation d'énergie, le gouvernement a fixé à 21h la fermeture des magasins (et jusqu'à 22h00 les jeudis, vendredis et jours fériés) ainsi que la fermeture du quartier gouvernemental de la Nouvelle Capitale à 18h00 de même que la réduction de l'éclairage des routes et des panneaux publicitaires.

R I.

DE L'ÉCONOMIE CASH À L'ÉCONOMIE DIGITALE

Pourquoi l'acceptation des paiements est le vrai tournant pour la RDC

Pendant de nombreuses années, la transformation des paiements en République démocratique du Congo s'est principalement concentrée sur l'élargissement de l'accès aux services financiers digitaux, afin de permettre à un nombre croissant de citoyens d'effectuer des transferts et des paiements de manière électronique.

R I/Agence

Des avancées notables ont été enregistrées, portées en particulier par le développement du mobile money et le renforcement progressif des infrastructures de connectivité mobile à l'échelle nationale. Mais aujourd'hui, alors que près de 80 % des transactions restent encore effectuées en espèces, une réalité s'impose avec évidence : l'accès, à lui seul, ne suffit plus. Le véritable levier de la transition vers une économie digitale réside désormais dans le développement de l'acceptation des paiements numériques. Celle-ci constitue un facteur déterminant d'inclusion financière durable, de formalisation progressive des activités économiques et de renforcement de la traçabilité des flux. En permettant aux commerçants et aux entreprises d'accepter les paiements électroniques au quotidien, l'acceptation contribue à l'élargissement de l'assiette fiscale, à une meilleure mobilisation des recettes publiques, à un meilleur accès au crédit, et à l'émergence d'une économie plus transparente, plus résiliente et mieux intégrée.

Sans paiements digitaux, l'économie reste structurellement freinée.

Posséder un compte, une carte ou un portefeuille mobile n'a de réelle valeur économique que si ces instruments peuvent être utilisés de manière large et régulière. Or, en République démocratique du Congo, de nombreux consommateurs disposent désormais de moyens de paiement digitaux, mais demeurent contraints de recourir au cash en raison d'un réseau d'acceptation encore insuffisant. Cette fragmentation limite l'usage effectif des paiements numériques et freine la transformation de l'économie. C'est ce décalage persistant entre l'accès aux instruments de paiement digitaux et leur usage effectif qui freine encore la transition vers une économie véritablement digitale et

formelle. Tant que le paiement numérique n'est pas accepté de manière généralisée — chez le commerçant ambulant, le commerce de proximité, la PME, les prestataires de services, aux frontières douanières et au sein des administrations publiques — les transactions demeurent largement informelles et le cash reste, par défaut, le moyen de paiement dominant. L'élargissement de l'acceptation des paiements numériques constitue ainsi un levier essentiel de formalisation de l'économie, de traçabilité des flux et d'intégration progressive des acteurs économiques dans le système financier et fiscal. Cette dynamique devient encore plus déterminante à mesure que les usages se déplacent vers le commerce en ligne et les services digitaux. Aujourd'hui, accepter un paiement ne se résume plus à disposer d'un terminal : cela implique la capacité d'offrir des parcours de paiement simples, rapides et sécurisés, opérant de manière fluide aussi bien en point de vente physique que sur les canaux numériques. Pour les PME, ces capacités conditionnent directement la compétitivité, l'accès à de nouveaux marchés et la fidélisation de la clientèle. Lorsque l'expérience de paiement est fluide et fiable, les transactions se concrétisent et l'activité se développe ; à l'inverse, des parcours complexes ou peu performants entraînent des abandons, pénalisant la croissance, la formalisation et la viabilité économique des entreprises.

Ce que révèle l'étude sur l'acceptation des paiements en RDC

Les résultats de l'étude menée auprès des PME congolaises sont éclairants. Ils montrent que l'acceptation des paiements digitaux n'est pas une tendance marginale, mais un levier économique concret. Selon cette étude, 74 % des PME ayant déjà adopté des solutions de paiement numérique déclarent vouloir accélérer leur digitalisation, signe que l'expérience est perçue comme positive et créatrice de valeur. Les entreprises interrogées soulignent plusieurs

bénéfices clés : une meilleure sécurité face aux risques liés à la manipulation du cash, une gestion plus efficace des ventes et une amélioration de la relation client. À l'inverse, l'étude met également en lumière un manque à gagner important : près d'un quart des entreprises fonctionnant exclusivement en espèces reconnaissent perdre des ventes parce que leurs clients ne disposent pas de liquidités au moment de l'achat. Autrement dit, l'absence de solutions d'acceptation limite directement l'activité économique. Pour les PME, l'acceptation est une décision de croissance et non un choix de technologie. Ces constats sont particulièrement importants dans un pays où les PME constituent l'essentiel du tissu économique. Pour ces entreprises, l'acceptation des paiements numériques n'est pas une question de modernité, mais de survie et de croissance. L'expérience de paiement joue ici un rôle déterminant. Lorsque les clients peuvent payer simplement — par carte, portefeuille digital ou en ligne — les entreprises constatent une amélioration directe des taux de conversion et une réduction des abandons de transaction. À l'échelle mondiale, des parcours de paiement optimisés et sécurisés ont démontré leur capacité à améliorer les taux d'autorisation et à transformer davantage d'intentions d'achat en ventes effectives, notamment grâce à l'usage de technologies comme la tokenisation et les paiements numériques intégrés. Pouvoir accepter des paiements électroniques permet aux commerçants de toucher une clientèle plus large, de réduire leur exposition aux risques liés au cash et de poser les bases d'une meilleure traçabilité financière. Cette traçabilité est souvent le premier pas vers l'accès au crédit, à l'assurance et à d'autres services financiers formels. Accélérer le déploiement de solutions d'acceptation numérique accessibles et à faible coût, c'est donc ancrer durablement l'inclusion financière dans l'économie réelle, au-delà des usages individuels.

ÉTHIOPIE

Le chinois Huichuan prépare un investissement dans la transformation du café

En Éthiopie, le café est le principal produit exporté par le pays, devançant les fleurs coupées et l'or. Face à la volonté des autorités d'accroître la création de valeur ajoutée locale, la filière cherche à attirer davantage d'investisseurs étrangers sur le segment de la transformation. La société chinoise Huichuan Freeze-Dried Health Food prévoit d'investir dans la transformation du café en Éthiopie, avec la mise en place d'une unité industrielle de grande capacité. L'annonce a été faite à l'issue d'une rencontre qui s'est tenue le mercredi 25 mars entre Wang Shuiyong, président de l'entreprise, et Aduigna Debela, directeur général de l'Autorité éthiopienne du café et du thé (ECTA), à Addis-Abeba. Selon les informations relayées par le média local Ethiopian Business Review, le projet vise à introduire une technologie avancée de lyophilisation permettant de produire du café instantané haut de gamme, destiné aux marchés internationaux. D'après l'ECTA, ce nouveau projet confirme l'attractivité de la filière éthiopienne pour les investisseurs chinois. « Nous assistons à une tendance transformative où de nombreux investisseurs chinois s'enregistrent pour entrer dans notre secteur du café », explique M. Aduigna Debela. Pour l'heure, le coût d'investissement et les détails concernant l'emplacement du site ainsi que sa capacité de transformation ne sont pas connus. Quoi qu'il en soit, ce projet, s'il se concrétise, permettra d'augmenter la part du café transformé dans les exportations de la filière éthiopienne. D'après le département américain de l'Agriculture (USDA), la quasi-totalité des fèves de café expédiées chaque année par l'Éthiopie sur le marché international n'est pas transformée, ce qui prive la filière d'une part importante de la valeur ajoutée. Au terme de l'exercice fiscal 2024/2025, la filière éthiopienne a annoncé avoir placé 470 000 tonnes de fèves sur le marché international, générant 2,65 milliards \$ de recettes d'exportation, un record qui consolide la position du pays comme premier exportateur africain de café.

Agence

RWANDA

Le pays prévoit la création d'un organe de régulation dans l'industrie laitière

Au Rwanda, la filière lait est la plus dynamique du sous-secteur de l'élevage, contribuant à hauteur de 10,5 % au PIB agricole. En dépit d'une croissance soutenue de la production sur les dernières années, l'industrie locale demeure confrontée à d'importants défis qui freinent encore son ascension. Au Rwanda, le gouvernement envisage la création prochaine d'un conseil national laitier qui sera chargé de réguler la chaîne de valeur du lait. C'est ce que rapporte le quotidien local The New Times le 23 mars citant Jean Claude Ndorimana, Directeur général du développement des ressources ani-

males au ministère de l'Agriculture. Selon le responsable, ce nouvel organe aura pour mission de répondre aux défis persistants du secteur parmi lesquels figurent entre autres les coûts élevés de production, les faibles revenus des éleveurs et la faible coordination entre les acteurs. « Un conseil laitier aide à superviser toute la chaîne de valeur du lait. Dans d'autres pays, ces institutions sont solides et jouent un rôle clé dans la régulation du secteur », a-t-il en effet déclaré. Globalement l'institution d'un organe de régulation peut contribuer à améliorer la structuration de la filière lait et faciliter la réalisation des ambi-

tions de croissance du gouvernement. Dans le cadre de la 5ème phase de son Plan stratégique pour la transformation de l'agriculture (PSTA 5), Kigali se fixe en effet pour objectif de porter la production nationale de lait à 1,32 million de tonnes d'ici 2029. Selon le rapport annuel du ministère de l'Agriculture publié le 31 décembre 2025, la production rwandaise de lait a crû de 29,3 %, passant de 891 326 tonnes en 2021 à 1,15 million de tonnes en 2025. D'un autre côté, le Rwanda reste encore un petit poucet de l'industrie laitière en comparaison des principaux producteurs d'Afrique de l'Est, où la filière est

mieux structurée et encadrée par des régulateurs. En 2024, la production de lait frais au Kenya a été estimée à 5,3 millions de tonnes, selon les données officielles, tandis qu'en Ouganda l'offre locale a atteint 5,4 millions de tonnes. Derrière ce duo de tête, la Tanzanie qui est aussi un acteur majeur de la région déclarait une production de 4 millions de tonnes au cours de cette même année. Dans ces trois pays, la présence d'organes de régulation a contribué à structurer la filière et à soutenir la croissance de la production.

R I.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses occidentales craignent les effets d’une guerre prolongée sur l’économie

Les marchés occidentaux ont encore reculé vendredi, circonspects quant à une résolution rapide de la guerre au Moyen-Orient et inquiets de ses effets sur l'économie.

Les marchés sont plus fébriles, (...) les investisseurs perdent confiance dans la capacité de Donald Trump à mettre fin à la guerre et à conclure un accord avec l'Iran", souligne l'analyste Kathleen Brooks de XTB. "La semaine a été dominée par l'escalade des tensions entre les États-Unis et l'Iran autour du détroit d'Ormuz", résument les analystes d'Edmond de Rothschild AM. Le Brent de la mer du Nord, la référence mondiale du pétrole dans le monde, s'est installé au-dessus des 110 dollars le baril. Quant au West Texas Intermediate (WTI), variété américaine de référence, il a franchi 100 dollars après le fixing (18H30 GMT). La hausse des prix de l'énergie entraîne un risque d'inflation et son cortège de réactions en chaîne sur la consommation, la production, les taux d'intérêt, la croissance, les rentrées fiscales... "Les investisseurs sont confrontés aux faits: le détroit d'Ormuz est de facto fermé et il ne semble pas y avoir de véritable issue à la guerre en vue", note Mme Brooks. Le sujet domine les préoccupations d'une réunion du G7 débutée jeudi à Paris et à laquelle s'est joint vendredi le chef de la diplomatie américaine. La cheffe de la diplomatie britannique Yvette Cooper a exhorté à "une résolution rapide" du conflit. "L'Iran ne devrait pas pouvoir prendre en otage l'économie mondiale, au moyen d'un détroit par lequel passent les routes maritimes internationales", a-t-elle argué. Habituellement, environ 20% de la production mondiale de pétrole et gaz transite par l'étroit passage d'Ormuz, dont le blocage a fait flamber les prix de l'énergie ces dernières semaines. Les Gardiens de la Révolution, armée idéologique de la République islamique, ont par ailleurs forcé trois navires à faire demi-tour dans le détroit, précisant que

cette route stratégique était désormais fermée aux navires venant ou à destination de ports liés à "l'ennemi".

Informations contradictoires

Les salles de marché font toujours face à un flux d'informations contradictoires après un mois d'une guerre qui déstabilise l'économie mondiale. L'Iran a appelé vendredi les civils à se tenir à l'écart des forces américaines au Moyen-Orient, un avertissement qui contraste avec les propos la veille de Donald Trump, convaincu que les négociations se passent "très bien". "Trump semble perdre son emprise sur les marchés", relève Fawad Razaqzada, analyste de marché chez Forex.com. "Les investisseurs ne prennent plus ses déclarations au pied de la lettre - au contraire, ils commencent à aller à l'encontre de celles-ci, attendant des preuves concrètes avant de réagir." "Actuellement, il est difficile d'évaluer si la guerre en Iran se déroule réellement comme les États-Unis et Israël l'avaient prévu", note Andreas Lipkow, de CMC Markets. "Certains indices vont à l'encontre de cette hypothèse, tandis que les déclarations de la Maison Blanche visent à maintenir l'image d'un contrôle total." "Les marchés européens sont restés particulièrement instables cette semaine, alternant entre phases de rebond et de correction au gré des développements géopolitiques", notent les analystes d'Edmond de Rothschild AM. En Europe, la Bourse de Paris a perdu 0,87%, celle de Francfort 1,38%, Londres a cédé 0,08% et Milan 0,74%. A Wall Street, l'indice Dow Jones a conclu en baisse de 1,73% et l'indice élargi S&P 500 de 1,67%, mais, tout comme la veille, c'est le Nasdaq, à forte composition technologique, qui a mené la descente, abandonnant 2,15%.

Remontée des taux d'intérêt sur la dette des Etats

Par ailleurs, avec la flambée des prix de l'énergie, "la menace inflationniste est bien réelle et son impact varie considérablement d'une économie à l'autre", estime Florian Ielpo, responsable de la recherche macroéconomique de Lombard Odier AM. Les taux d'intérêt sur la dette des Etats à 10 ans montent. Face au risque d'infla-

tion, qui diminue la valeur réelle des remboursements futurs, les créanciers demandent en effet une hausse des taux d'intérêt afin de préserver leur rendement réel. Référence en Europe, le rendement de l'emprunt allemand à échéance 10 ans (le "Bund") était de 3,11% vendredi contre 3,07% la veille. Son homologue français affichait un rendement de 3,85%, contre 3,80% la veille.

Agence

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Mars 2026
Valeur : 30 Mars 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.6009	132.6159
1	EUR	EURO		153.1275	153.1846
1	GBP	POUND STERLING		176.8719	176.9392
100	JPY	JAPANESE YEN		83.1093	83.1396
1	CNY	CHINESE YUAN		19.2031	19.2086
1	CHF	SWISS FRANC		167.2564	167.3809
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.8445	95.8831
1	DKK	DANISH KRONE		20.4947	20.5002
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.1462	14.1511
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.6938	13.6986
1	AED	UAE DIRHAM		36.0986	36.1174
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.3433	35.3510
1	KWD	KUWAITI DINAR		432.3472	432.5372
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.9030	45.3543
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2292	14.2309
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.7429	20.8493
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3326	3.3430
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.9408	180.9408

28 JOURS PLUS TARD

Ormuz sous tension, marchés sous pression

Le bruit des missiles résonne au-dessus du Moyen-Orient depuis la fin du mois de février. 28 jours plus tard, le virus de la guerre ne semble pas près de s'apaiser : le régime iranien est toujours debout, Trump envoie toujours des messages rageurs et aucun compromis ne semble de dessiner. Conséquence ? Un pétrole (encore) en hausse, et des indices (encore) en baisse... Au gong final, l'indice parisien recule de 0,87%, à 7 701 points, devant Francfort (-1,32%) et derrière Londres (-0,08%), alors que les investisseurs sont toujours happés par la guerre au Moyen-Orient avec son lot d'incertitudes, de retournements, d'espoirs et de confusion. Alors que les armes ont la parole depuis un mois, la semaine qui s'achève aura au moins permis à Washington et Téhéran d'établir un canal de discussion, semble-t-il par l'intermédiaire du Pakistan. L'indice parisien en profite pour signer sa première hausse hebdomadaire depuis le début du conflit (0,47%). Même si les négociations n'ont pas été concluantes pour l'instant - il suffit de voir les milliers de bateaux en

attente de part et d'autre du détroit d'Ormuz pour s'en convaincre - les marchés ont été rassurés, l'espace de quelques heures, par cette prise de contact diplomatique. Car Donald Trump a été prompt à ressortir son clavier, ajoutant une certaine confusion à une situation qui n'était déjà pas très limpide.

Faire rimer tweet et ambiguïté stratégique

Adeptes des messages intempestifs sur les réseaux sociaux, le président américain a annoncé hier dans un langage fort peu diplomatique que les négociateurs iraniens le "suppliaient" de conclure un accord. "Ils feraient mieux de devenir sérieux vite, avant qu'il ne soit trop tard, car une fois que cela arrive, il n'y a PAS DE RETOUR EN ARRIERE, et ce ne sera pas joli !", a-t-il martelé. Volontairement ou pas, le président américain entretient ainsi une certaine ambiguïté, affirmant d'un côté que les négociations se passent "très bien" et laissant savoir de l'autre que des milliers de militaires américains sont en route pour le Golfe. "Il est tout à fait possible que les af-

firmations de Trump sur les progrès des négociations ne soient qu'un écran de fumée destiné à gagner du temps, alors même qu'il rassemble des troupes en vue d'une offensive. Il est également possible que l'Iran soit en réalité plus engagé dans la recherche d'un accord et la fin du conflit qu'il ne le laisse entendre actuellement", souligne Mark Dowding, Chief Investment Officer, chez RBC BlueBay. La France reste vigilante et rappelait hier que plus de 5 000 soldats étaient déployés au Proche et Moyen-Orient. L'exécutif prévoit aussi 8,5 milliards d'euros supplémentaires de commandes de munitions sur 2026-2030, en plus des 16 milliards d'euros déjà votés. N'oublant pas la menace russe pour autant, l'Hexagone fait part de l'envoi de quatre Rafale et d'une centaine d'aviateurs sur la base aérienne de Siauliai en Lituanie, à partir de demain.

Des conséquences macro-économiques

Loin de rassurer les marchés, la confusion qui règne autour de la situation au Moyen-Orient est à l'ori-

gine d'une nouvelle envolée des cours du pétrole, avec un Brent qui se négocie désormais au-delà des 110 USD le baril (5,5%, 111,8 USD) alors que le détroit d'Ormuz reste ostensiblement bloqué. Un stress qui s'observe aussi à l'envolée du VIX (8%), qui s'approche des 30 points. Sur le plan macro-économique, la hausse des cours commence aussi à se faire sentir. Ainsi, l'inflation a fortement accéléré en Espagne avec des prix à la consommation en hausse de 3,3% en mars 2026, un bond d'un point par rapport aux 2,3% de février. Par ailleurs, outre-Manche, le volume des ventes au détail a diminué de 0,4% en février 2026, après un bond de 2% en janvier. Enfin, aux Etats-Unis, l'indice de confiance des consommateurs calculé par l'Université du Michigan a reculé en mars. Il ressort à 53,3 points, contre 53,5 points attendus après 56,6 le mois précédent.

Des sociétés en mouvement

Pernod Ricard signe la meilleure performance du CAC 40 (7,94%) après avoir confirmé hier soir être en discussions avec l'américain Brown-

Forman, le propriétaire du whisky Jack Daniel's, en vue d'une éventuelle fusion "entre égaux", un projet qui suscite néanmoins des réactions contrastées chez les analystes. Alstom (-0,5%) a décroché un contrat clé en main de 915 millions d'euros pour la réalisation de la ligne 1 du métro de Belgrade, premier réseau entièrement automatisé de Serbie. L'autorité italienne de la concurrence (AGCM) a ouvert deux enquêtes visant Sephora Italia et ses partenaires du groupe LVMH (-0,5%) pour pratiques commerciales déloyales ciblant les mineurs. En cause, une stratégie marketing jugée trompeuse, fondée sur des micro-influenceurs très jeunes, pour vendre des cosmétiques adultes à des enfants et adolescents. Oddo BHF a d'ailleurs annoncé un abaissement de son objectif de cours sur le titre LVMH de 695 à 583 euros, expliquant toujours anticiper une amélioration très graduelle de l'activité du géant français du luxe. Ailleurs en Europe, BASF s'adjuge 2,7%, loin devant Siemens Energy (-3,9%) et Rheinmetall (-4,4%).

Agence

AU PREMIER JOUR DE SA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

Les Etats-Unis attaquent l'OMC

Les Etats-Unis s'en sont pris à l'Organisation mondiale du commerce à l'ouverture jeudi d'une conférence ministérielle à Yaoundé, la Chine prenant le contrepied en défendant l'OMC et appelant à "s'opposer aux actes d'unilatéralisme et de protectionnisme".

R I/Agence

"Les mesures de politique commerciale des États-Unis constituent une réponse corrective à un système commercial, incarné par l'OMC, qui a cautionné et contribué à des déséquilibres graves et persistants", a soutenu le représentant américain au Commerce, Jamieson Greer. Les membres de l'organisation se réunissent au Cameroun jusqu'à dimanche pour tenter de relancer une institution fragilisée par les tensions géopolitiques, les blocages des négociations et la montée du protectionnisme, alors que la guerre au Moyen-Orient fait peser une lourde menace sur les échanges mondiaux. "Le système du commerce mondial connaît ses pires perturbations depuis 80 ans", a déclaré d'emblée la directrice générale de l'OMC, la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala, qui pointe également du doigt "l'unilatéralisme auquel nous assistons". L'OMC, qui peine à conclure des accords en raison de la règle du consensus, doit se réformer sur plusieurs volets pour sortir d'une crise profonde remettant en cause son rôle central dans la régulation du commerce international. "La réforme doit aboutir à une OMC (...) capable de répondre aux défis d'aujourd'hui et de restaurer la confiance dans le système commercial multilatéral", a plaidé le ministre camerounais du Commerce Luc Magloire Mbarga Atangana. Plusieurs pays africains, dont le Gabon, la République démocratique du Congo et le Sénégal ont insisté sur l'importance



de maintenir le "traitement spécial et différencié" qui octroie plus de souplesse aux pays en développement.

"échec des institutions multilatérales" -

Les pays divergent sur les objectifs de la réforme. Si le représentant américain au Commerce a souligné "l'échec des institutions multilatérales et des négociations à instaurer l'équité en matière d'accès au marché et des règles du jeu équitables", le ministre du Commerce chinois, Wang Wentao, est lui venu au secours de l'institution.

Il a appelé les pays à s'unir et garder le cap pour soutenir fermement le système commercial multilatéral fondé sur des règles", ainsi qu'à s'opposer conjointement aux actes d'unilatéralisme et de protectionnisme". "L'Union européenne est attachée à un système commercial multilatéral ouvert, équitable et fondé sur des règles, avec une OMC modernisée en son cœur", ont également soutenu les ministres du Commerce de l'Union européenne, dans une déclaration adoptée en marge de cette 14e conférence ministérielle.

ROYAUME-UNI

Inflation stable en février à 3% sur un an

Les prix avaient progressé de manière inattendue de 3,4% en décembre, bien loin de l'objectif de 2% affiché par la Banque d'Angleterre, avant de retomber à 3% en janvier. L'inflation est restée stable en février au Royaume-Uni, à 3% sur un an, a annoncé l'Office national des statistiques (ONS). Reste qu'une hausse est attendue dans les prochains mois, portée par l'envolée des prix des hydrocarbures en mars, dans le sillage de la guerre au Moyen-Orient. Les

prix avaient progressé de manière inattendue de 3,4% en décembre, bien loin de l'objectif de 2% affiché par la Banque d'Angleterre, avant de retomber à 3% en janvier. "Le principal facteur à la hausse a été le prix de l'habillement, qui a augmenté alors qu'il avait baissé un an plus tôt", souligne Grant Fitzner, économiste en chef de l'ONS. "Cela a été contrebalancé par la baisse des coûts de l'essence, les prix ayant été relevés avant le début du conflit au Moyen-Orient

et la hausse subséquente des cours du pétrole brut", ajoute-t-il. Les exportations d'hydrocarbures des pays du Golfe, comme l'Arabie saoudite, l'Irak, ou le Qatar, sont en grande partie entravées par la quasi-paralysie du détroit d'Ormuz par où transite habituellement environ 20% de la production mondiale de pétrole et du gaz naturel liquéfié. "Le baril de pétrole tournait autour de 70 dollars tout au long du mois de février, mais il s'est négocié au-delà de 90 dollars pendant la

majeure partie de mars", souligne Lindsay James, analyste chez Quilter, tandis que "les prix du gaz en Europe sont environ 60% plus élevés que leurs niveaux de février". "C'est pourquoi l'indice des prix à la consommation publié aujourd'hui est déjà dépassé. Il reflète une économie où l'inflation semblait se stabiliser et devait revenir vers 2,1 % au deuxième trimestre", relève-t-elle.

Agence

SELON CONFINDUSTRIA

L'Italie entrera en récession si la guerre se prolonge au Moyen-Orient

L'Italie a déjà perdu 0,2 point de croissance avec la guerre au Moyen-Orient et risque d'entrer en récession si ce conflit se prolonge, a estimé le centre d'études de l'organisation patronale italienne Confindustria. Si la guerre au Moyen-Orient s'arrêtait fin mars, le produit intérieur brut (PIB) italien verrait sa croissance limitée à 0,5% en 2026, contre 0,7% prévu jusqu'ici, d'après Confindustria.

L'économie italienne risque cependant de stagner si la guerre continue au deuxième trimestre et le pays risque même d'entrer cette année en récession (-0,7%) si le conflit se prolonge jusqu'à fin 2026, selon l'étude de Confindustria. Au cours des deux premiers mois de 2026, les indicateurs étaient au vert et l'Italie poursuivait sur sa lancée de fin 2025, avec une croissance meilleure que prévu, soutenue par la consommation et les inves-

tissements, rappelle Confindustria. Mais l'économie a freiné avec la guerre au Moyen-Orient: les foyers risquent de moins dépenser dans ce contexte d'incertitude, les entreprises de moins investir. La croissance des exportations devrait ralentir à +0,6% sur 2026, contre +1,2% en 2025, si la guerre s'arrête fin mars, d'après l'étude. L'inflation devrait atteindre 2,5% sur l'année, contre 1,5% en 2025, notamment à cause de la hausse des coûts de

l'énergie liée à la fermeture du détroit d'Ormuz. Si la guerre se prolonge, les entreprises italiennes pourraient en particulier voir leur facture énergétique augmenter de 21 milliards d'euros en 2026, selon les calculs de Confindustria. Le taux de chômage pourrait remonter à 5,8% sur l'année 2026, après avoir atteint un record historique à la baisse en janvier (5,1%).

R.I.

AVEC LA FLAMBÉE DES PRIX DE L'ÉNERGIE

L'OCDE abaisse sa prévision de croissance de la zone euro

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a abaissé sa prévision de croissance pour la zone euro de 0,4 point de pourcentage, à 0,8 %, et a également revu à la baisse celles des deux plus grandes économies du continent, l'Allemagne et la France, à 0,8 %. L'organisation a aussi relevé sa prévision d'inflation pour la zone euro de 0,7 point, à 2,6 %, tandis que la prévision de croissance mondiale reste fixée à 2,9 % pour cette année.

« La flambée des prix de l'énergie et la nature imprévisible du conflit en cours au Moyen-Orient feront grimper les coûts et freineront la demande, compensant les vents favorables liés aux solides investissements et à la production dans les technologies, à la baisse des droits de douane effectifs et à l'élan acquis en 2025 », indique le rapport.

Une inflation supérieure aux attentes pourrait entraîner une réaction de politique monétaire dès le mois prochain, si la Banque centrale européenne estime que l'objectif d'inflation de 2 % est menacé.

Les investisseurs ont accru leurs paris sur une hausse des taux d'intérêt de la BCE dès le mois prochain afin de juguler la flambée attendue de l'inflation.

Cependant, La présidente de la BCE Christine Lagarde a déclaré mercredi que la zone euro est aujourd'hui bien mieux placée pour absorber ce choc qu'au moment de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Dans son rapport, l'OCDE souligne que la croissance mondiale « se maintenait bien » avant la guerre et qu'elle aurait pu être supérieure de 0,3 point de pourcentage si le conflit ne s'était pas intensifié. Le rapport part du principe que les perturbations sur les marchés de l'énergie commenceront à s'atténuer à partir de la mi-2026, tout en avertissant des incertitudes entourant la guerre.

« L'ampleur et la durée du conflit sont très incertaines, mais une période prolongée de prix de l'énergie plus élevés augmentera sensiblement les coûts des entreprises et alimentera l'inflation des prix à la consommation, avec des conséquences défavorables pour la croissance », prévient-il.

L'organisation cite notamment le prix de l'urée, l'un des principaux engrais azotés, qui a augmenté de plus de 40 % depuis la mi-février et pourrait réduire les rendements des récoltes en 2027.

Les États-Unis, qui se préparent à des élections de mi-mandat à forts enjeux en novembre, devraient mieux s'en sortir que les autres régions cette année.

Après une croissance de 2,1 % en 2025, la prévision pour l'économie américaine a été relevée de 0,3 point, à 2 % en 2026.

Elle devrait ensuite ralentir à 1,7 % en 2027, soit 0,2 point de moins que lors de la prévision précédente, à mesure que le fort investissement lié à l'IA sera progressivement contrebalancé par un ralentissement de la progression des revenus réels et de la consommation.

R.I.

Les services cloud d'Amazon a nouveau pris pour cible par une attaque de drones iraniens

Le 24 mars dernier, AWS a confirmé une nouvelle perturbation à Bahreïn. Trois semaines après de premières frappes dans le Golfe, des drones signalés à proximité ont de nouveau affecté la région.

Amazon Web Services a signalé de nouveaux incidents dans sa région de Bahreïn. Plusieurs services ont été affectés. Selon un porte-parole de la branche cloud du géant de Seattle, cette situation serait liée à une activité de drones dans la zone. Début mars, des frappes avaient déjà touché des installations AWS dans le Golfe, avec des conséquences matérielles confirmées sur des data centers. Depuis, Amazon demande à ses clients de déplacer leurs applications vers d'autres régions disponibles.

Début mars, des frappes confirmées sur des sites AWS

Le 1er mars dernier, des attaques ont touché trois centres de données AWS dans la région. Deux sites situés aux Émirats arabes unis ont été frappés directement. À Bahreïn, une explosion à proximité du site a provoqué une onde de choc. Selon les éléments rapportés, une explosion peut endommager des structures, perturber l'alimentation électrique et déclencher des systèmes anti-incendie. Ces déclenchements peuvent entraîner des projections d'eau sur des serveurs. Dans les heures qui ont suivi, plusieurs entreprises ont rencontré des interruptions de service. Emirates NBD et Abu Dhabi Commercial Bank ont été affectées. Careem ainsi que des plateformes de paiement régionales ont également signalé des indisponibilités. Rebelote donc, ce 24 mars, lorsqu'AWS a signalé une nouvelle dégradation dans cette même région. Amazon n'a pas confirmé d'impact direct sur le site de



Bahreïn. L'entreprise a toutefois indiqué que l'activité de drones dans la zone correspondait à l'origine de la perturbation. Des clients ont déplacé leurs applications vers d'autres régions AWS. Amazon indique qu'un grand nombre de ces applications fonctionne désormais depuis d'autres zones.

Des infrastructures civiles exposées aux frappes

Selon les autorités de Bahreïn, qui recense les chiffres sur les interceptions réalisées depuis le début du conflit, 147 missiles balistiques ont été tirés et 282 drones interceptés. Les centres de données AWS présents dans le Golfe pourraient être la cible de

iraniens, car ils hébergent aussi des services utilisés par des administrations américaines, et donc des civils. Dans le même temps, des entreprises présentes dans la région invoquent la force majeure. Ce recours intervient lorsque le conflit empêche l'exécution normale d'obligations contractuelles. Les assurances couvrent rarement les dommages liés à des actes de guerre. AWS doit donc prendre en charge les coûts associés aux réparations et à la réallocation de ressources, selon les éléments évoqués. Le conflit entre les États-Unis, l'état sioniste et l'Iran approche un mois. Les dommages observés dans l'industrie nécessiteront plusieurs mois, voire des années, avant un retour à la normale.

Le Bitcoin ne cesse de chuter



La plus grosse des cryptomonnaies a beaucoup souffert cette semaine. Et ça pourrait encore continuer dans les prochains jours ! Qu'il est loin le temps où l'on voyait le Bitcoin exploser le plafond des 100 000 dollars, et même arriver à un niveau record dépassant les 125 000 dollars. Aujourd'hui, l'or numérique est descendu même en dessous de son record du précédent cycle, du fait d'une très mauvaise semaine où il a plongé sous la barre des 70 000 dollars. Et ça pourrait n'être encore qu'un début.

Le Bitcoin flirte avec les 65 000 dollars

Les temps sont durs pour le monde de la finance, du fait de la guerre en Iran et des perturbations que cela entraîne notamment dans le secteur de l'énergie. Et le Bitcoin suit les grands indices mondiaux dans la baisse. En effet, alors qu'il semblait bien résister aux premières semaines de la guerre, avec un cours qui ne cessait de remonter après le début des opérations, le 28 février, l'or numérique recule beaucoup ces derniers jours, passant des 70 000 dollars à un niveau qui flirte avec les 65 000 dollars à l'heure où cet article est écrit.

La guerre en Iran va-t-elle pousser le Bitcoin sous les 60 000 dollars ?

Une baisse conjoncturelle qui suit en plus des indicateurs structurels assez mauvais. Les ETF au comptant du Bitcoin connaissent un recul de la demande depuis maintenant plusieurs mois, et les entreprises ont eu tendance durant ces premiers mois 2026 à rester éloignées du Bitcoin. Un environnement mauvais, alors que la peur liée à la guerre en Iran va perdurer pendant au moins encore une dizaine de jours, Donald Trump ayant émis un nouvel ultimatum, qui se terminera cette fois le 6 avril prochain (le lundi de Pâques, soit dit en passant). Dans l'entre-temps, tout semble donc jouer contre le Bitcoin. Au point de pousser le Bitcoin sous les 60 000 dollars, ce qui ne lui était plus arrivé depuis le mois d'octobre 2024 ?

La boîte mail perso du patron du FBI piratée ? Ce qu'on sait vraiment de la fuite

Le groupe pro-iranien Handala a publié vendredi plus de 300 e-mails et des photos personnelles de Kash Patel, directeur du FBI, extraits de son compte Gmail privé. Le FBI confirme le ciblage, mais minimise la portée des données. Kash Patel avait promis de « pourchasser » les membres de Handala « avec toute la puissance des forces de l'ordre » américaines. Huit jours plus tard, c'est lui qui se retrouve sur la liste des victimes affichée par le groupe. Le FBI l'a confirmé vendredi soir : des acteurs malveillants ont bien ciblé les informations de messagerie personnelle du directeur Patel, et le bureau a pris « toutes les mesures nécessaires pour atténuer les risques potentiels ». Toutefois, selon le porte-parole du FBI, les informations en question sont « de nature historique » et « n'impliquent aucune information gouvernementale ». Sur le fond, c'est exact. Les e-mails volés semblent dater d'environ 2011 à 2022 et comprennent

des correspondances personnelles, professionnelles et de voyage. Rien sur les opérations en cours du FBI. La plupart des messages datent d'entre 2010 et 2012, et le plus récent est un reçu de billet d'avion de 2022. Handala a aussi publié des photos plus personnelles de Kash Patel qui n'avaient jamais circulé publiquement.

Un compte Gmail déjà compromis en 2024, avant sa nomination

Il se pourrait cependant que l'affaire soit gênante pour l'administration Trump. Fin 2024, alors que Kash Patel était à quelques semaines d'être nommé à la tête du FBI, des responsables l'avaient informé qu'il avait été ciblé par un hack iranien et que certaines de ses communications personnelles avaient été consultées. Autrement dit, la vulnérabilité de ce compte Gmail était connue bien avant vendredi. Kash Patel a quand même pris ses fonctions sans que ce compte soit manifestement fermé



ou sécurisé. Les métadonnées des fichiers publiés indiquent par ailleurs que le hack a eu lieu avant le début de la guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran. Handala a simplement attendu le bon moment pour sortir les données et ce moment, c'est la saisie de ses domaines par le FBI la semaine dernière. Le groupe a

réagi en affirmant avoir voulu « répondre à cette ridicule démonstration d'une façon dont on se souviendra pour toujours ».

Une escalade calculée

Les groupes comme Handala sont connus pour exagérer l'ampleur de leurs hacks et les informations vo-

lées. Ce que Handala appelle la mise à genoux des « systèmes impénétrables » du FBI, c'est en réalité un accès à un compte Gmail personnel sans authentification à deux facteurs renforcée, visiblement. Rien à voir avec une infiltration des systèmes internes du bureau. Selon Gil Messing, directeur de cabinet chez Check Point, l'opération hack-and-leak contre Kash Patel fait partie d'une stratégie visant à embarrasser les responsables américains et à les « faire se sentir vulnérables ». Les Iraniens, dit-il, « tirent tout ce qu'ils ont ». Depuis le début de la guerre américano-israélienne contre l'Iran en février, Handala a intensifié ses opérations, notamment en revendiquant l'attaque destructrice contre le géant de la medtech Stryker, qui aurait effacé des dizaines de milliers d'appareils d'employés. Les données de Lockheed Martin, les informations personnelles de soldats israéliens : le groupe multiplie les coups depuis un mois.

RENAULT CLIO TCE 115

Le retour du thermique sans hybridation



Renault introduit une motorisation essence de 115 ch sous le capot de sa nouvelle Clio. Disponible dès 19 000 €, cette version cœur de gamme s'impose comme l'un des meilleurs rapports prix/prestations de sa catégorie. Toutefois, la facture peut rapidement grimper selon la configuration choisie. La nouvelle Clio reçoit une motorisation essence de 115 ch permettant d'alléger la facture. Équipée d'un trois-cylindres essence dans sa configuration la plus simple, sans micro-hybridation, la Française voit son prix débiter à 19 000 €. Un positionnement agressif sur le marché des citadines face à des modèles comme la Peugeot 208 ou la Volkswagen Polo. Toutefois, il faut garder à l'esprit que ce prix alléchant peut varier de façon importante en fonction de la configuration choisie : Renault laisse en effet le choix entre deux transmissions (BVM ou BVA) et trois finitions.

Ainsi, notre version d'essai, équipée d'une boîte automatique EDC en finition intermédiaire « Techno », atteint la coquette somme de 25 400 €. Un niveau de finition qui n'est pas vital selon nous, car l'entrée de gamme « Evolution » s'avère déjà très bien équipée (cf. page équipement). Sa véritable valeur ajoutée réside peut-être dans l'arrivée du performant système multimédia avec Google intégré, navigation et services connectés.

Pour des raisons de coûts, Renault a fait le choix d'implanter une motorisation 100 % thermique. Ainsi, le trois-cylindres essence suralimenté délaisse toute électrification : ici, pas d'hybridation légère en 12V ou 48V pour abaisser les taux de CO₂. Cette motorisation, déjà efficiente, rejette peu et le malus CO₂ pour le client est contenu à 230 €. Dans un second temps, Renault associera ce moteur à un système GPL, le même qui vient d'être lancé sous le capot de la nouvelle Dacia Sandero. En ville, sans électrification, la Clio manque d'allant et de vivacité à bas régime. Les démarrages et les relances à basse vitesse, notamment en conduite en accordéon, sont nettement moins agréables qu'au volant de la version hybride. De plus, le Stop & Start manque de douceur et la boîte EDC n'est pas très alerte à basse vitesse, ce qui pénalise l'agrément urbain. Dommage, car la valeur ajoutée d'une boîte automatique réside normalement dans son utilisation en ville.

En revanche, pour toute autre utilisation, la Clio retrouve des couleurs. Le 1.2 s'exprime bien mieux à mi-régime et délivre des relances engageantes malgré, une nouvelle fois, les lenteurs de la boîte EDC, au demeurant très douce à l'usage. De manière objective cette motorisation s'avère plus agréable à mener que la motorisation hybride, hors des villes. On a également hâte de tester cette motorisation en boîte mécanique, tant le trois-cylindres déborde de santé.

Du pepsi et une consommation banale

La Française offre une belle allonge rassurante sur les grands axes, ce qui renforce sa polyvalence et permet d'envisager sans stress les voyages au long cours. Sur un parcours mixte, mené à un rythme de bon père de famille, nous avons observé une moyenne de 6,2 l/100 km. Un score dans la moyenne pour un moteur 100 % thermique.

Un châssis de haute volée

Côté châssis, c'est un sans-faute : cette nouvelle Clio s'impose comme la référence de son segment. Elle séduit dès les premiers virages par sa prise en main intuitive, sa maniabilité et un amortissement réglé aux petits oignons. Précise et dynamique, la Française ne sacrifie jamais le confort, même avec nos jantes optionnelles de 18 pouces. Grâce à une insonorisation soignée et une stabilité impériale sur autoroute, elle offre des prestations dignes du segment supérieur.

FORD TRANSIT CITY

Le fourgon électrique abordable

Ford élargit sa gamme d'utilitaires électriques avec le Transit City, un fourgon conçu pour les livraisons en milieu urbain. Sobre dans ses ambitions comme dans son design, il tente de répondre aux contraintes du quotidien sans chercher à tout révolutionner.



Chez Ford, lorsque l'on sillonne le site Internet du constructeur dans la catégorie des utilitaires, il y a de quoi s'y perdre légèrement. Des Transit par exemple, il y en a déjà pas mal, avec les Transit Courier, Transit Connect, Transit Custom et Transit 2T, des modèles tous déclinés en électrique, sauf le Connect. Et c'est précisément cette place que compte occuper le nouveau Transit City, un utilitaire qui repose sur les bases d'un véhicule chinois. En effet, ce dernier est issu d'une co-entreprise avec Jiangling Motors Corporation, dont Ford détient 30 % du capital, et repose sur la même plateforme qu'un véhicule vendu en Chine. Un partenariat qui permet de maîtriser les coûts de développement, même si cette origine sino-européenne mérite d'être mentionnée dans un contexte où la provenance des véhicules électriques fait parfois débat. Pour ce nouveau Transit City, l'offre se décline en trois variantes : un fourgon court L1H1, pensé pour les ruelles étroites des centres-villes avec une capacité de chargement allant jusqu'à trois europalettes et une charge utile de 1 085 kg ; une version L2H2 plus spacieuse, avec 8,5 m³ de volume et 1 275 kg de charge utile ; et enfin un châssis-cabine destiné aux carrossiers et prestataires de services municipaux. Rien de révolutionnaire sur le papier, mais une logique de gamme cohérente qui s'adresse à des besoins précis plutôt qu'à tout le monde à la fois, comme on peut le voir chez l'immense majorité des concurrents aujourd'hui dans l'univers de l'utilitaire.

Des autonomies trop justes pour l'Europe ?

Le Ford Transit City embarque une batterie LFP de 56 kWh. Ce choix de chimie, où la batterie est moins dense en énergie qu'une NMC, mais plus



stable et plus durable dans le temps, se traduit par une autonomie annoncée de 254 km. Ford avance que 90 % des fourgons de ce segment parcourent moins de 110 km par jour. Toujours est-il que psychologiquement, cela pourrait d'ores et déjà freiner pas mal de gestionnaires de flottes. Le moteur électrique de 150 ch se charge de mouvoir le véhicule, tant que la recharge peut s'effectuer en courant alternatif à 11 kW (comptez un peu plus de cinq heures pour un cycle complet) ou en courant continu jusqu'à 87 kW, avec 80 % de charge récupérés en 33 minutes environ. Des chiffres corrects pour l'usage visé, sans être particulièrement brillants face à certains concurrents. Ford met également en avant une réduction estimée de 40 % des coûts de maintenance par rapport à un équivalent diesel, et des intervalles d'entretien fixés à 2 ans ou 40 000 km. Des projections à prendre avec la prudence habituelle, mais qui reflètent la mécanique naturellement moins sollicitée d'un électrique.

Un intérieur fonctionnel, sans fioriture

À bord, Ford a choisi la clarté plutôt que l'esbroufe. Trois places à l'avant,

pas de configuration double cabine, des matériaux robustes pensés pour résister à 10 ans d'usage intensif. Les portes et les sièges ont notamment été testés en conditions de livraisons. L'écran tactile de 12 pouces avec CarPlay et Android Auto, le régulateur de vitesse adaptatif ou encore la caméra de recul font partie de la dotation de série, ce qui évite de s'éparpiller dans des listes d'options tarifées à part. Le design extérieur tranche avec la calandre trapézoïdale habituelle des Transit : le Transit City affiche une face avant lisse, cohérente avec son identité 100 % électrique. Le véhicule n'arbore d'ailleurs pas de lettre "E" dans son nom. Le City sera uniquement commercialisé en version électrique, ce qui simplifie les choses. Les commandes ouvriront au deuxième trimestre 2026, avec des premières livraisons en France attendues début 2027. Le Transit City se positionne tarifairement au-dessus de l'E-Transit Courier et en dessous de l'E-Transit Custom. Pas sûr en revanche qu'il rencontre un gros succès en France, du moins avec cette batterie, dans le sens où certains concurrents parviennent à proposer 50, voire 60 % d'autonomie supplémentaire. Mais comme souvent, cela restera une question de prix !

Mots fléchés

Commune normande (trois mots) Fantastique		Navire de guerre		Rapace Plancher surélevé		Devant Capone Calmant		Tas de pierres Allongé		Général sudiste		Échassiers	
												Trompé	
Grande ville algérienne		Affluent de la Dordogne					Titane Fade			H2O			
											Béryllium Rien à faire		
Petite sainte		Trace profonde Espion d'un roi								Véhicule urbain Possessif			
			Propice		Nattes								Situées chez le notaire
Aussitôt Soeur du père								Trompe	Colères anciennes				
					Chanteur français (Thomas) Argent							Rude	
Comparable		Surface agricole		Capitale de la Norvège		Jaunisse	Pièce d'un bateau		Aires				
										Pronom Défense anti-aérienne			
Beaucoup Partie creuse du violon					Derrière				Après Importun				
			Naguère un peuple guerrier et nomade		Annonce à la belote Toucher doucement							Archives télévisuelles	Amplement
Brut		Auberge						Fleuve côtier			Pronom personnel Salutation angélique		
				Commune des Bouches-du-Rhône						Recueil d'anecdotes			
Rivière de Pologne		Pied de deux syllabes		Il est amené sur un modèle réduit au musée européen				A toi		Département français Sot			
						Orifice respiratoire	Gros succès Amener vers soi					Souillée	
Note de musique			Canal excréteur Mois								Sélénium Orignal		
Bosseler	Mois				Pièce de quincaillerie				Équipe anglaise Césium				
								Démonstratif Fer					
Métal précieux	Possédés				Navires					Département			
		Monticule de terre							Beau château				

Arrêt temporaire de la station de dessalement «Fouka 2» pour maintenance préventive

La Société algérienne de dessalement de l'eau de mer a annoncé un arrêt temporaire de la production au niveau de la Station de dessalement d'eau de mer (SDEM) "Fouka 2" (Tipasa), dans le cadre du lancement, à partir de dimanche, d'une opération de maintenance préventive périodique, est-il indiqué dans un communiqué. L'entreprise, filiale du groupe Sonatrach, précise que cet arrêt, prévu pour une durée de trois (3) jours, s'inscrit dans le cadre de son programme national de maintenance préventive visant à garantir la disponibilité optimale des équipements, améliorer leurs performances et prévenir d'éventuelles pannes.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 30 mars 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ALERTE MÉTÉO

Chute de neige sur les reliefs dépassant 900m dans plusieurs wilayas de l'Ouest

Des chutes de neige affecteront, dimanche et lundi, les reliefs dépassant les 900 mètres d'altitude dans plusieurs wilayas de l'Ouest, indique un bulletin météorologique spécial (BMS), émis, par l'Office national de météorologie. De niveau de vigilance "Orange", le BMS concerne les wilayas de Tlemcen, Sidi Bel abbès et Naâma, et ce, du dimanche à 21h00 au lundi à 15h.00, précise la même source, soulignant que l'épaisseur de la neige est estimée entre 5 et 15 cm.

DÉCÈS DE L'ANCIEN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, LE MOUDJAHID LIAMINE ZEROUAL

Trois jours de deuil national

La Présidence de la République a annoncé trois jours de deuil national, à compter de samedi, sur l'ensemble du territoire national et dans les représentations diplomatiques à l'étranger, avec mise en berne du drapeau national, suite au décès de l'ancien président de la République, le moudjahid Liamine Zeroual, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Suite au décès de l'ancien président de la République, le moudjahid Liamine Zeroual, la Présidence de la République annonce trois jours de deuil national, à compter de samedi, sur l'ensemble du territoire national et dans les représentations diplomatiques à l'étranger, avec mise en berne du drapeau national", lit-on dans le communiqué.

DÉCÉDÉ SAMEDI SOIR À L'ÂGE DE 84 ANS À ALGER

L'ancien Président Liamine Zeroual tire sa révérence

Avec la disparition de l'ancien président de la République, le moudjahid Liamine Zeroual, décédé samedi soir à l'hôpital militaire Mohamed Seghir-Nekkache à Alger, l'Algérie perd l'une de ses figures les plus marquantes, ayant profondément marqué une période charnière de son histoire. Né à Batna le 3 juillet 1941, le défunt s'est engagé, très tôt, dans les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) en 1957, contribuant activement à la glorieuse Guerre de libération nationale, avant de poursuivre son parcours, après l'Indépendance, au sein de l'Armée nationale populaire (ANP), bénéficiant d'une formation militaire de haut niveau. Le défunt a occupé plusieurs hautes fonctions militaires. Il a, notamment, dirigé des institutions de formation stratégiques, telles que l'Ecole militaire de Batna (1974-1975) et l'Académie militaire de Cherchell (1981-1982). Il a également exercé des fonctions de commandement au niveau des 6e, 3e et 5e Régions militaires avant d'être nommé Commandant des forces terrestres en 1989, s'imposant, ainsi, comme l'un des cadres militaires ayant



contribué à l'édification de l'ANP. Liamine Zeroual a en outre occupé plusieurs hautes fonctions, dont celle de chef d'Etat en 1994, après avoir été désigné par le Haut Conseil d'Etat (HCE), avant d'être élu président de la République en 1995. Le défunt était connu pour sa personnalité alliant fermeté dans la prise de décision et rigueur dans la gestion des crises. Ces qualités se sont particulièrement illustrées lors de la conduite de l'une des périodes les plus difficiles qu'a traversées l'Algérie durant les années 1990. Il s'est, en outre, distingué par ses positions souveraines, tant sur le plan international que dans la gestion des dossiers économiques, veillant à préserver l'autonomie de la décision nationale. Parmi les étapes marquantes de son parcours politique, figure sa décision d'organiser l'élection présidentielle anticipée en 1999, mettant, ainsi, un terme à son mandat. Après avoir quitté son poste de président de la République, le défunt a choisi de mener une vie simple dans sa ville natale à Batna, une attitude qui reflète son humilité et sa vision personnelle de la responsabilité.

ORAN

Un troisième lot de 50 nouveaux bus pour renforcer le transport urbain

L'entreprise publique de transport urbain et suburbain de la wilaya d'Oran a été renforcée par un troisième lot de 50 nouveaux bus, dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renouveler le parc national de transport, a indiqué, dimanche, la direction locale des Transports. Ce troisième lot est arrivé, dans la

nuit de samedi, et a été immédiatement mis en service sur l'ensemble des lignes du réseau de l'entreprise, ce qui contribuera à renforcer ses capacités et à moderniser sa flotte. Les nouveaux bus, de capacité moyenne et grande, permettront d'améliorer la couverture du réseau de transport, notamment dans les zones à forte densité de population et les grands pôles urbains, tels que le nouveau pôle urbain "Chahid

Ahmed Zabana" à Misserghine, Oued Tlilat, ainsi que le pôle urbain de Belgaïd (Bir El Djir), en plus d'autres lignes à Oran, Aïn El-Turck, Arzew et Boutlelis, a ajouté la même source. Il est également prévu que l'entreprise reçoive, dans les prochains jours, un quatrième quota de 50 bus supplémentaires, portant le total alloué à la wilaya à 200 bus, ce qui assurera une couverture complète des différentes

lignes urbaines et suburbaines et améliorera les conditions de déplacement des citoyens, a-t-on indiqué. Pour rappel, deux premiers lots totalisant 100 nouveaux bus, équipés de caméras de surveillance et de sièges réservés aux personnes aux besoins spécifiques, ont été mises en service dans la capitale de l'Ouest les 21 et 24 mars en cours.

APS

SÛRETÉ DE WILAYA D'ALGER

Saisie de près de 2 kg de kif traité et de 3.675 comprimés psychotropes à Dar El Beida

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont procédé, la semaine écoulée, au démantèlement de deux réseaux criminels dans une affaire de trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, et à la saisie de près de 2 kg de kif traité et de 3.675 comprimés psychotropes, indique un communiqué des mêmes services. "Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger, représentés par la brigade de la police judiciaire de la

Sûreté de la circonscription administrative de Dar El Beida, ont démantelé, la semaine passée, deux réseaux criminels constitués de 4 individus, dans une affaire de trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, avec la saisie de près de 2 kg de kif traité, de 3.675 comprimés psychotropes et d'armes blanches prohibées", précise la même source. Cette opération a été exécutée "suite à des investigations intenses sur le terrain,

ayant permis aux enquêteurs de dévoiler l'activité de deux réseaux criminels spécialisés dans le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, et d'identifier et d'arrêter les suspects, outre la saisie de quantités de drogue dissimulées à l'intérieur des domiciles des mis en cause". Menée sous la supervision du parquet territorialement compétent, l'opération a permis la saisie de "3.675 comprimés psychotropes,

de 1 kg et 700 grammes de kif traité, de deux armes blanches prohibées, de 27 millions de centimes provenant du trafic, ainsi que deux véhicules de tourisme utilisés dans le transport de ces drogues". Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Dar El Beida, ajoute la même source.

APS



Séminaire
15 & 16 avril 2026
Hôtel Naya Bab Ezzouar



Économie Circulaire et Gestion des Déchets à la faveur de la Loi 25-02 du 20-02-2025

Mr Karim OUAMANE,
Expert gestion des déchets
Ancien Directeur Général
de l'Agence Nationale
des Déchets (AND)
Formateur-Consultant
en environnement,
économie circulaire

Mr Yassine FOUDAD
Consultant/formateur en RH
et Expert ISO 26.000-Fresque RSE
Enseignant RSE-RH,
Directeur du Cabinet de conseil
en RH/RSE « TERENCE » Organisateur
du Colloque annuel « IMPACTS RSE
ALGERIE »



Tél. + 213 (0) 5 50 47 98 08
+ 213 (0) 20 335 620
foudad.y@terence.dz

Tél. Fax : + 213 (0) 28 91 00 60
Mob : + 213 (0) 5 60 90 05 03
Mob : + 213 (0) 7 70 75 20 20
Mob : + 213 (0) 7 70 75 20 21
mti.instz@gmail.com